

REPUBLIQUE DE GUINEE

AGENCE GUINEENNE POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI



TABLEAU DE BORD DE L'EMPLOI

2018

Novembre 2019

REPUBLIQUE DE GUINEE

Travail – Justice - Solidarité

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE,
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

AGENCE GUINEENNE POUR LA PROMOTION DE L'EMPLO

TABLEAU DE BORD DE L'EMPLOI

2018

Réalisé et publié avec le soutien
Du Projet d'appui au renforcement des fonctions statistiques de l'État (PARFSE)
Financé par le Fonds européen de développement



Novembre 2019

AVANT PROPOS

L'Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi (AGUIPE), dont la vocation principale est la mise en œuvre de la politique du Gouvernement dans les domaines de promotion de l'emploi et d'observatoire de l'emploi et des métiers, a le plaisir de mettre à la disposition des décideurs politiques, des partenaires techniques et financiers et du public, la première édition du tableau de bord de l'emploi.

Ce document a pour objectif d'analyser les informations statistiques sur l'emploi issues de plusieurs sources (enquêtes auprès des ménages et recensements généraux de la population et de l'habitation).

Ce document, répond à un des objectifs de la lettre de mission de Monsieur le Ministre de l'Enseignement Technique de la Formation Professionnelle de l'Emploi et du travail (ETFP/ET), à savoir d'effectuer les enquêtes et de collecter les statistiques sur l'emploi, le travail et l'insertion professionnelle.

Ce tableau de bord de l'emploi 2018 est structuré en trois (3) parties :

- Une première partie dénommée « Généralités » présente les principales statistiques sur la Guinée, ainsi que les indicateurs clés de l'emploi.
- La deuxième partie présente une analyse des données sur l'emploi issues des enquêtes auprès des ménages et des recensements généraux de la population et de l'habitation de 1996 et 2014.
- La troisième partie analyse les données issues du service public (AGUIPE, Caisse Nationale de la Sécurité Sociale (CNSS), Agence pour la Promotion des Investissements Privés et Ministère de la Fonction publique, de la Réforme de l'État et de la Modernisation de l'Administration).

Comme dans toute nouvelle entreprise et malgré les efforts déployés, le document peut encore comporter quelques imperfections. Aussi, toute observation et/ou suggestion pouvant contribuer à l'amélioration des prochaines éditions est la bienvenue. Toutefois, quelles que soient ces éventuelles imperfections, j'espère que ce document répondra aux attentes des utilisateurs professionnels, mais aussi à tous ceux qui sont intéressés par l'amélioration du fonctionnement du domaine de l'emploi.

Je tiens sincèrement à remercier toutes les structures qui ont contribué tant soit peu à la réalisation de cette première édition en fournissant les informations qu'elle contient. De même mes remerciements vont également à l'endroit de l'Union Européenne qui, à travers une assistance technique et financière, nous a accompagnés dans tout le processus d'élaboration du présent document grâce au Projet d'Appui au Renforcement des Fonctions Statistiques de l'État (PARFSE).

Enfin, tous mes encouragements et félicitations à l'ensemble du personnel de l'AGUIPE pour leur dévouement.

Directeur Général

The image shows a blue ink signature and an official circular stamp. The stamp contains the text 'AGENCE GUINEENNE POUR LA PROMOTION DE L'EMPLOI' around the perimeter and 'Le Directeur Général' in the center.

Sékouba MARA

SOMMAIRE

AVANT PROPOS.....	5
SOMMAIRE.....	6
ABREVIATIONS.....	7
LISTE DES GRAPHIQUES	9
LISTE DES TABLEAUX	10
0. GENERALITES	13
0.1 Principales statistiques sur la Guinée	13
0.2 Chiffres clés de l'emploi en Guinée	15
1. DONNÉES SUR L'EMPLOI À PARTIR D'ENQUÊTES AUPRÈS DES MÉNAGES.....	18
1.1 Décomposition de la population et taux d'activité	18
1.2 Population inactive	20
1.3 Population active occupée	22
1.4 Chômage.....	28
2. DONNÉES SUR L'EMPLOI À PARTIR DE SOURCES ADMINISTRATIVES	32
2.1 Inscriptions des demandeurs d'emplois et orientations à l'AGUIPE.....	32
2.2 Emplois publics : agents de la fonction publique de l'État	34
2.3 Emplois publics : agents des collectivités territoriales	36
2.4 Immatriculations et gestion des pensions à la CNSS	38
2.5 Créations d'entreprises enregistrées à l'APIP	40
3. DÉFINITION DES CONCEPTS	45

ABREVIATIONS

AGUIPE	Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi
APIP	Agence pour la Promotion des Investissements Privés
BAC	Baccalauréat
BEP	Brevet d'Études Professionnelles
BEPC	Brevet d'Études du Premier Cycle
BIT	Bureau International du Travail
BSD :	Bureau de Stratégie et de Développement
BTP	Bâtiment Travaux Publics
BTS	Brevet Technicien Supérieur
CDD	Contrat à Durée Déterminé
CDI	Contrat à Durée Indéterminé
CEP	Certificat d'Études Primaires
CNSS	Caisse Nationale de la Sécurité Sociale
DEUG	Diplôme d'Études Universitaires Générales
EDS	Enquête Démographique et de Santé
EIBC	Enquête Intégrale avec module Budget et Consommation.
EIBEP	Enquête Intégrée de Base pour l'Évaluation de la Pauvreté
ELEP	Enquête légère pour l'évaluation de la pauvre
ESETD	Enquête Spécifique sur l'Emploi et le Travail Décent
GNF	Francs guinéens
IND	Entreprise Individuelle
INS	Institut National de la Statistique
MATD	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Décentralisation
MPDE	Ministère du Plan et du Développement Economique
MFPREMA	Ministère de la Fonction Publique de la Réforme de l'Etat et de la Modernisation de l'Administration
MICS	Enquête à Indicateurs Multiples
MWH	Méga Watt Heure
nd	Non Disponible
PARFSE	Projet d'Appui au Renforcement des Fonctions Statistique de l'Etat
QUIBB	Questionnaire des Indicateurs de Base du Bien Etre
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SA	Société Anonyme
SARL	Société à Responsabilité Limitée
SARLU	Société à Responsabilité limitée Unipersonnelle
SAU	Société Anonyme Unipersonnelle
SEG	Société des Eaux de Guinée

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.01 : Evolution du taux d'activité par sexe	18
Graphique 1.02 : Evolution du taux d'activité par milieu de résidence	18
Graphique 1.03 : Taux d'activité par région administrative en 2014	18
Graphique 1.04 : Taux d'activité par tranche d'âge en 2014	18
Graphique 1.05 : Répartition de la population inactive de 15 ans ou plus par raison de l'inactivité	20
Graphique 1.06 : Répartition de la population inactive urbaine de 15 ans ou plus par diplôme le plus élevé	20
Graphique 1.07 : Répartition de la population de 15 à 49 ans qui n'a pas travaillé au cours des 12 derniers mois par sexe et par tranche d'âge	20
Graphique 1.08 : Evolution de la répartition de la population de 15 à 49 ans qui n'a pas travaillé au cours des 12 derniers mois par sexe et par niveau d'instruction	20
Graphique 1.09 : Taux d'occupation de la population de 15 ans ou plus par sexe	22
Graphique 1.10 : Taux d'occupation de la population de 15 ans ou plus par sexe et par tranche d'âge ..	22
Graphique 1.11 : Taux d'occupation de la population de 15 ans ou plus par région administrative en 2012	22
Graphique 1.12 : Taux d'occupation standard et adapté de la population urbaine active par niveau d'instruction en 2012	22
Graphique 1.13 : Evolution de la répartition des actifs occupés par secteur d'activité	24
Graphique 1.14 : Evolution de la répartition des actifs occupés selon le statut dans l'emploi	24
Graphique 1.15 : Répartition des actifs occupés par région selon le statut de salariat en 2014	24
Graphique 1.16 : Répartition de la population urbaine salariée par type de contrat en 2012.....	24
Graphique 1.17 : Répartition des actifs occupés urbains par sexe et par nombre de jours travaillés par semaine dans l'emploi principal en 2013	26
Graphique 1.18 : Répartition des actifs occupés urbains par niveau d'instruction et par nombre de jours travaillés par semaine dans l'emploi principal en 2013	26
Graphique 1.19 : Répartition des actifs occupés urbains par sexe et par nombre d'heures travaillées par jour dans l'emploi principal en 2013	26
Graphique 1.20 : Répartition des actifs occupés urbains par niveau d'instruction et par nombre d'heures travaillées par jour dans l'emploi principal en 2013	26
Graphique 1.21 : Taux de sous-emploi visible par milieu de résidence.....	26
Graphique 1.22 : Taux de sous-emploi visible par région administrative en 2012	26
Graphique 1.23 : Evolution du taux de chômage des personnes de 15 ans ou plus par sexe.....	28
Graphique 1.24 : Taux de chômage des personnes de 15 ans ou plus par tranche d'âge quinquennale et par sexe en 2014.....	28
Graphique 1.25 : Taux de chômage des 15 ans ou plus par niveau d'instruction et par sexe en 2014	28
Graphique 1.26 : Taux de chômage des 15 ans ou plus par région administrative en 2014.....	28
Graphique 1.27 : Répartition des chômeurs par moyen principal de recherche d'emploi en 2014	28
Graphique 1.28 : Proportion de primo-demandeurs parmi les chômeurs par sexe et par niveau d'instruction en 2014	28
Graphique 2.1 : Evolution des inscriptions des demandeurs d'emplois et des orientations après entretien à l'AGUIPE.....	32
Graphique 2.2 : Evolution de la répartition par sexe des demandeurs d'emplois inscrits à l'AGUIPE	32
Graphique 2.3 : Evolution de la répartition par région administrative des demandeurs d'emplois inscrits à l'AGUIPE.....	32
Graphique 2.4 : Evolution de la répartition par type d'orientation des demandeurs d'emplois reçus par l'AGUIPE.....	32
Graphique 2.5 : Evolution du nombre de fonctionnaires de l'État selon la serie longue existante	34
Graphique 2.6 : Répartition des fonctionnaires de l'État par tranche d'âge et par sexe en 2018.....	34
Graphique 2.7 : Répartition des fonctionnaires de l'État par hiérarchie en 2018.....	34
Graphique 2.8 : Répartition des fonctionnaires de l'État par hiérarchie et par sexe en 2018.....	34
Graphique 2.9 : Evolution de la répartition du personnel des collectivités territoriales par sexe.....	36
Graphique 2.10 : Répartition des effectifs du personnel des collectivités territoriales par entité en 2017	36
Graphique 2.11 : Effectifs du personnel des collectivités territoriales par région en 2017	36
Graphique 2.12 : Répartition des effectifs du personnel des collectivités territoriales par région et par entité en 2017.....	36

Graphique 2.13 : Evolution de la répartition des emplo-yeurs immatriculés à la CNSS par secteur d'activités	38
Graphique 2.14 : Evolution de la répartition des employés immatriculés à la CNSS par sexe	38
Graphique 2.15 : Evolution de la répartition des pensions payées par la CNSS par type.....	38
Graphique 2.16 : Répartition des pensions payées par la CNSS par type en 2018	38
Graphique 2.17 : Evolution de la répartition des créations d'entreprises à l'APIP par statut juridique	40
Graphique 2.18 : Evolution de la répartition des créations d'entreprises à l'APIP par sexe du promoteur	40
Graphique 2.19 : Evolution de la répartition des créations d'entreprises à l'APIP par branche d'activités	40
Graphique 2.20 : Répartition des créations d'entreprises à l'APIP par branche d'activités en 2018.....	40

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 0.1 : Principales statistiques sur la Guinée	13
Tableau 0.2 : Évolution des indicateurs d'enquêtes statistiques	15
Tableau 0.3 : Indicateurs clés de l'emploi du recensement général de la population et de l'habitation de 2014	15
Tableau 0.4 : Répartition de la population active en 2014 par branche d'activités.....	16
Tableau 0.5 : Répartition de la population active en 2014 par profession et statut dans la profession.....	16
Tableau 0.6 : Indicateurs clefs de l'emploi de sources administratives	16
Tableau 1.1 : Décomposition de la population selon le statut vis-à-vis de l'activité	18
Tableau 1.2 : Population inactive de 6 ans et plus en 1996 et 2014 par sexe selon la situation individuelle par rapport à l'activité économique selon le sexe	20
Tableau 1.3 : Population active occupée de 15 ans ou plus en 1996 et 2014 par sexe.....	22
Tableau 1.4 : Répartition de la population active occupée de 15 ans ou plus en 2014 par branche d'activité (en %).....	24
Tableau 2.1 : Inscriptions des demandeurs d'emplois et des orientations après entretien à l'AGUIPE	32
Tableau 2.2 : Fonctionnaires de l'État par hiérarchie en 2016 et 2018	34
Tableau 2.3 : Évolution des effectifs du personnel des collectivités territoriales de 2011 à 2017	36
Tableau 2.4 : Évolution des effectifs des immatriculations et des pensions à la CNSS	38
Tableau 2.5 : Évolution des créations d'entreprises enregistrées à l'APIP.....	40

0. GÉNÉRALITES

0. GENERALITES

0.1 Principales statistiques sur la Guinée

Tableau 0.1 : Principales statistiques sur la Guinée

Indicateurs	Valeur	Unité	Année	Source
Géographie et organisation administrative				
Superficie	245 857	km ²	2018	Annuaire 2018 INS
Régions	8	Unité	2018	Annuaire 2018 INS
Préfectures	33	Unité	2018	Annuaire 2018 INS
Communes urbaines	38	Unité	2018	Annuaire 2018 INS
Communes rurales	304	Unité	2018	Annuaire 2018 INS
Démographie				
Population	11 883 516	Habitants	2018	Annuaire 2018 INS
Population des principales préfectures				
Conakry	1 877 924	Habitants	2018	Annuaire 2018 INS
Siguiri	766 593	Habitants	2018	Annuaire 2018 INS
Kankan	533 530	Habitants	2018	Annuaire 2018 INS
Part population urbaine	35,86	%	2018	Annuaire 2018 INS
Taux d'accroissement naturel	2,8	%	2018	Annuaire 2018 INS
Santé				
Espérance de vie	61,7	Année	2018	Annuaire 2018 INS
Taux brut de natalité	37,6	‰	2018	Annuaire 2018 INS
Taux brut de mortalité	10,3	‰	2018	Annuaire 2018 INS
Taux brut de mortalité infantile	64,8	‰	2018	Annuaire 2018 INS
Couverture vaccinale totale Enfants 12 à 23 mois	26,3	%	2016	Enquête MICS 2016
% Retard de croissance	32,4	%	2016	Enquête MICS 2016
% Insuffisance pondérale	18,3	%	2016	Enquête MICS 2016
Éducation				
Taux d'alphabétisation	32	%	2014	Annuaire 2018 INS
Taux brut de scolarisation primaire	91	%	2016/17	Annuaire 2018 INS
Taux brut de scolarisation secondaire	38	%	2016/17	Annuaire 2018 INS
Nombre d'étudiants pour 100 000 habitants	781	Unité	2016/17	Annuaire 2017/18 MESRS
Taux net d'admission au CP1	62,3	%	2016/17	Annuaire 2018 INS
Ratio élèves / maîtres primaire	49	Unité	2016/17	Annuaire 2018 INS
Conditions de vie des ménages				
Rang indice du développement humain sur 199 pays	185	Rang	2017	IDH
Seuil de pauvreté	3 217 305	GNF	2012	Enquête ELEP 2012
Incidence de la pauvreté 2012	55,2	%	2012	Enquête ELEP 2012

Indicateurs	Valeur	Unité	Année	Source
Économie générale				
Produit intérieur brut	77 899	Milliards GNF	2016	Annuaire 2018 INS
Taux de croissance annuel	10,5	%	2016	Annuaire 2018 INS
Dette extérieure	2 277,4	Millions \$	2018	Annuaire 2018 INS
Service dette extérieure.	29,9	Millions \$	2018	Annuaire 2018 INS
Dette publique intérieure	11 250,1	Milliards GNF	2018	Annuaire 2018 INS
Aide extérieure	199,0	Millions \$	2017	Annuaire 2018 INS
Recettes budget État	15 965	Milliards GNF	2018	Annuaire 2018 INS
Dépenses budget État	20 423	Milliards GNF	2018	Annuaire 2017 INS
Taux d'inflation	9,4	%	2018	Annuaire 2018 INS
Ressources économiques				
Production de céréales	3 911,0	1000 tonnes	2018	Annuaire 2018 INS
Production de manioc	1 895,4	1000 tonnes	2018	Annuaire 2018 INS
Production d'arachide	770,1	1000 tonnes	2018	Annuaire 2018 INS
Production de café	46,0	1000 tonnes	2016	Annuaire 2018 INS
Production d'anacarde	41,2	1000 tonnes	2018	Annuaire 2018 INS
Nombre de bovins	7 520	1000 têtes	2018	Annuaire 2018 INS
Nombre de petits ruminants	5 905	1000 têtes	2018	Annuaire 2018 INS
Production de la pêche maritime	257,4	1000 tonnes	2018	Annuaire 2018 INS
Production de la bauxite	59 174	1000 tonnes	2018	Annuaire 2018 INS
Production industrielle d'or	473,0	1000 onces	2018	Annuaire 2018 INS
Production de granite	568,0	1000 m ³	2018	Annuaire 2018 INS
Production d'électricité	1 913,8	MWH	2018	Annuaire 2018 INS
Production d'eau de la SEG	67,6	Millions m ³	2018	Annuaire 2018 INS
Échanges				
Réseau routier bitumé	2 785	km	2018	Annuaire 2018 INS
Parc automobile Conakry	41	Milliers	2016	Annuaire 2018 INS
Parc deux roues Conakry	114,6	Milliers	2016	Annuaire 2018 INS
Fret maritime embarqué	3 917	1000 tonnes	2018	Annuaire 2018 INS
Fret maritime débarqué	6 422	1000 tonnes	2018	Annuaire 2018 INS
Arrivées passagers aéroport Conakry	230 415	Unité	2018	Annuaire 2018 INS
Départs passagers aéroports Conakry	246 222	Unité	2018	Annuaire 2018 INS
Importations	30 524,3	Milliards GNF	2018	Annuaire 2018 INS
Exportations	35 867,0	Milliards GNF	2018	Annuaire 2018 INS

0.2 Chiffres clés de l'emploi en Guinée

Tableau 0.2 : Évolution des indicateurs d'enquêtes statistiques

	1996	2002	2007	2012	2014
Taux d'activité					
Hommes	77,6	66,4	76,2	70,7	76,9
Femmes	51,6	62,8	80,9	67,7	49,6
Ensemble	62,5	64,4	78,7	69,1	62,3
Taux de chômage					
Hommes	2,3	3,8	1,7	4,4	6,3
Femmes	0,8	2,2	0,9	3,2	3,9
Ensemble	1,6	2,9	1,3	3,8	5,2
Taux de sous-emploi visible					
Hommes		13,3	7,5	11,0	
Femmes		10,6	10,5	14,3	
Ensemble	nd	11,8	9,1	12,8	nd
Taux d'occupation					
Hommes		62,6	71,7	67,6	
Femmes		60,6	76,5	65,5	
Ensemble	nd	61,5	74,3	66,5	nd

Source : Institut national de la statistique (Enquêtes auprès des ménages)

Tableau 0.3 : Indicateurs clés de l'emploi du recensement général de la population et de l'habitation de 2014

Indicateurs du RGH 2014	Taux d'activité	Taux de chômage	Taux d'emploi	Répartition chômeurs en quête 1 ^{er} emploi	Répartition chômeurs ayant déjà travaillé
Sexe					
Masculin	76,9	6,3	72,1	71,3	63,4
Féminin	49,6	3,9	47,7	28,7	36,6
Région					
Boké	64,6	4,1	62,0	8,4	7,9
Conakry	56,8	13,0	49,4	48,4	28,3
Faranah	66,2	2,4	64,6	3,6	5,2
Kankan	60,2	4,9	57,3	11,7	21,9
Kindia	65,4	4,5	62,4	11,9	15,7
Labé	64,0	2,5	62,4	3,8	6,2
Mamou	59,8	3,0	58,0	2,9	5,8
N'Zérékoré	64,5	3,1	62,5	9,4	8,9
Niveau d'instruction					
Sans niveau	68,1	2,6	66,3	24,0	57,2
Primaire	61,8	4,0	59,3	5,9	11,9
Collège	41,3	5,9	38,9	6,7	11,2
Lycée	36,9	9,7	33,3	5,9	6,7
Profes./ Tech.	77,5	27,7	56,0	7,9	2,1
Universitaire	59,3	34,7	38,7	49,5	11,0
Ensemble	62,3	5,2	59,0	100,0	100,0

Source : Institut national de la statistique (RGPH 2014)

Tableau 0.4 : Répartition de la population active en 2014 par branche d'activités

Branche d'activité	%	Branche d'activité	%
Agriculture, élevage, sylviculture et pêche	52,0	Activités financières et d'assurances	0,1
Activités extractives	2,6	Activités professionnelles, scientifiques et techniques	0,6
Activités de fabrication	8,2	Activités immobilières et services administratifs et d'appui	0,0
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,3	Administration publique, défense et sécurité sociale	2,2
Construction des bâtiments et génie civil	2,6	Éducation	1,9
Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules	21,3	Santé et action sociale	0,8
Activités d'hébergement et de restauration	0,2	Arts, spectacles et loisirs	0,3
Activités d'information, d'édition et d'imprimerie	0,0	Autres activités de services fournis à la collectivité	2,4
Transport et entreposage	4,0	Activités des organisations et organismes extra territoriaux	0,1
Activités de poste et de télécommunication	0,1	Autres branches d'activités non classées ailleurs	0,0
Total		Total	100,0

Source : Institut national de la statistique (RGPH 2014)

Tableau 0.5 : Répartition de la population active en 2014 par profession et statut dans la profession

Profession	%	Statut	%
Directeurs cadres de direction et gérant membre de l'exécutif et des corps législatifs.	0,3	Indépendant	76,4
Profession intellectuelle et scientifique	1,1	Employeur	0,6
Profession intermédiaire	1,7	Salarié	6,2
Employés de type administratif	1,1	Travailleur à la tâche	1,6
Personnel des services directs aux particuliers commerçants et vendeurs	25,1	Apprenti	4,4
Agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture de la sylviculture et de la pêche	52,6	Aide familial	10,6
Métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat	15,5	Membre coopérative/ groupement	0,2
Conducteurs d'installations et de machines et ouvriers de l'assemblage	0,4	Total	100,0
Professions élémentaires	1,3		
Professions militaires policières et douanières	0,8		
Total	100,0		

Tableau 0.6 : Indicateurs clefs de l'emploi de sources administratives

	2014	2015	2016	2017	2018
Inscriptions demandeurs d'emploi AGUIPE	nd	2 211	9 655	8 163	4 715
Orientation de demandeurs d'emploi reçus à l'AGUIPE	nd	602	2 100	3 231	1 798
Nombre de fonctionnaires	nd	nd	92 307	nd	108 741
Personnel des collectivités territoriales	3 939	4 119	4 275	3 859	3 477
Immatriculations des employeurs à la CNSS	653	787	819	944	828
Immatriculations des employés à la CNSS	8 100	9 734	9 266	12 839	13 756
Créations d'entreprises enregistrées à l'APIP	3 029	4 911	8 814	8 780	8 562

Sources : AGUIPE, CNSS, MFPREMA, MATD

1.

DONNÉES SUR L'EMPLOI À PARTIR D'ENQUÊTES AUPRÈS DES MENAGES

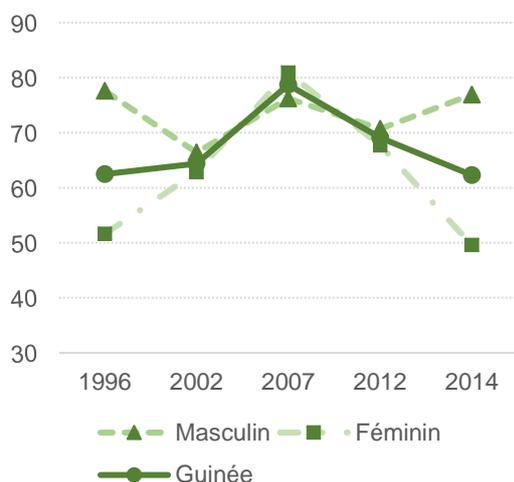
1. DONNÉES SUR L'EMPLOI À PARTIR D'ENQUÊTES AUPRÈS DES MÉNAGES

1.1 Décomposition de la population et taux d'activité

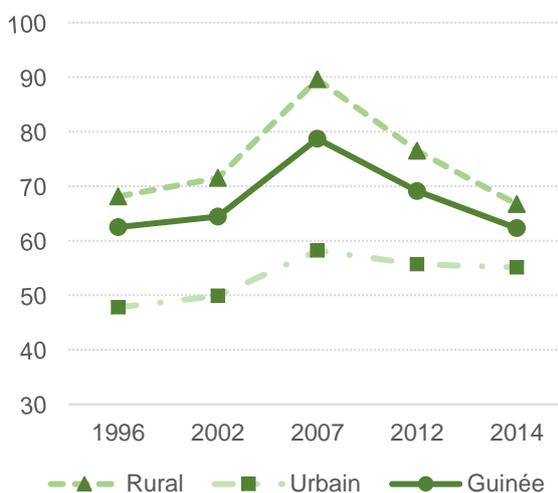
Tableau 1.1 : Décomposition de la population selon le statut vis-à-vis de l'activité

	1996	2014	Accroissement 2014/1996 (%)	
			Global	Moyen annuel
Population totale	7 156 406	10 503 132	47,0	2,2
Population en âge de travailler (6 ans ou plus)	5 493 097	8 343 025	51,9	2,3
Population active de 6 ans ou plus	3 386 761	5 787 192	70,9	3,0
Population active occupée de 6 ans ou plus	3 332 300	4 405 117	32,2	1,6
Population au chômage de 6 ans ou plus (15 ans ou plus)	54 461 (27 998)	200 233 (67 104)	267,7 (139,7)	7,5 (5,0)
Population inactive de 6 ans ou plus	3 769 645	4 736 169	25,6	1,3

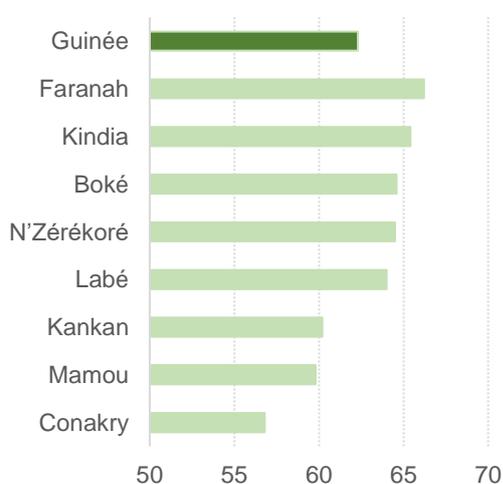
Graphique 1.01 : Évolution du taux d'activité par sexe



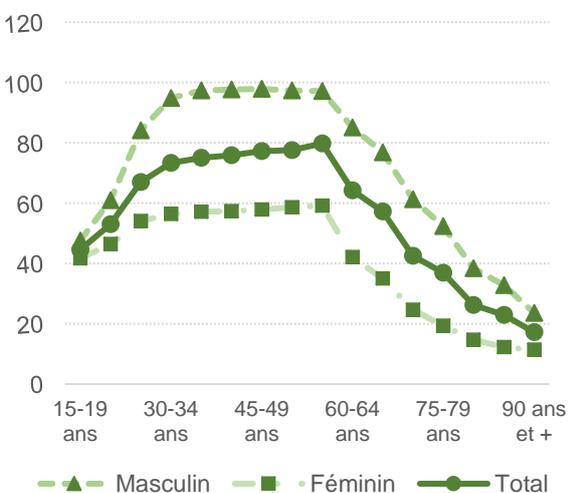
Graphique 1.02 : Évolution du taux d'activité par milieu de résidence



Graphique 1.03 : Taux d'activité par région administrative en 2014



Graphique 1.04 : Taux d'activité par tranche d'âge en 2014



Points saillants :

- La croissance annuelle de la population au chômage a été 3,5 fois plus élevée que celle de l'effectif de la population entre 1996 et 2014 ;
- Entre 1996 et 2014, la croissance de la population active a été très forte (+70,9%) comparativement à celle de la population active occupée (+32,2%) ;
- Le taux d'activité en milieu rural est structurellement significativement plus élevé qu'en milieu urbain ;
- Au niveau des régions, les taux d'activité sont plus élevés dans les régions les plus agricoles.

Commentaire général :

D'après le dernier recensement général de la population et de l'habitation (RGPH3) de 2014, la population totale de la Guinée était de 10,5 millions d'habitants en augmentation de 3,3 millions habitants par rapport au précédent recensement réalisé en 1996. En d'autres termes, en 18 ans, la population a augmenté de près de la moitié. Soit en moyenne, 187 000 habitants par an ou 2,2% de croissance annuelle.

Au cours de la même période, la population active a connu une augmentation de 70,9%. Cette forte augmentation s'est traduite par une forte augmentation de la demande d'emplois car la population active occupée entre 1996 et 2014 n'a augmenté que de 33,2%.

Au cours de la période 1996-2014, les informations disponibles montrent que le taux d'activité est sur une faible tendance haussière au niveau national. Selon le milieu de résidence, il ressort du graphique 1.2 que le taux d'activité est significativement plus élevé en milieu rural qu'en milieu urbain. Ce phénomène s'explique par l'occupation de la population en milieu rural par des travaux champêtres. Tandis qu'en milieu urbain, la recherche d'emplois salariés est prédominante alors qu'ils constituent une denrée rare et demandent des compétences spécifiques.

Au niveau des régions, celles qui sont propices à l'agriculture et aux activités connexes ont des taux d'activité les plus élevés en 2014. La région de Faranah où l'agriculture est la plus dominante, vient en tête suivie de la région des légumes (Kindia). La capitale Conakry, la région la plus urbanisée, et où les activités agricoles sont limitées, a le taux le plus faible.

La courbe des taux d'activité selon les tranches d'âge en 2014 a une forme classique des pays en transition démographique. Les taux augmentent progressivement jusqu'à 35 ans, se stabilisent relativement jusqu'autour de 60 ans puis décroissent rapidement (Graphique 1.04).

Notes méthodologiques :

Population totale : Population résident, ensemble des habitants du pays.

Population active : Population en âge de travailler occupant un emploi ou au chômage

Population active occupée : Population en âge de travailler occupant un emploi

Taux d'activité : Rapport entre la population active et la population en âge de travailler

Sources statistiques :

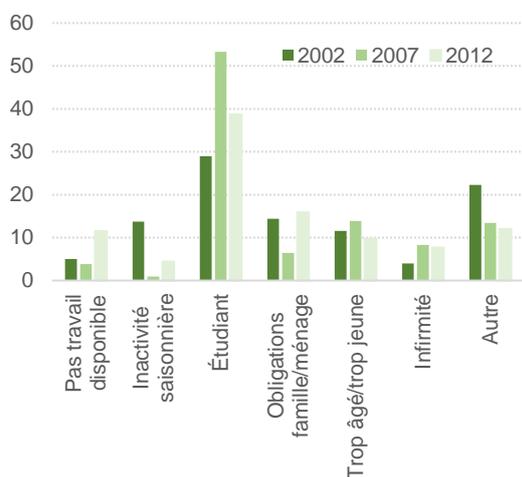
Institut national de la statistique (RGPH 1996, QUIBB 2002, ELEP 2007, ELEP 2012, RGPH 2014)

1.2 Population inactive

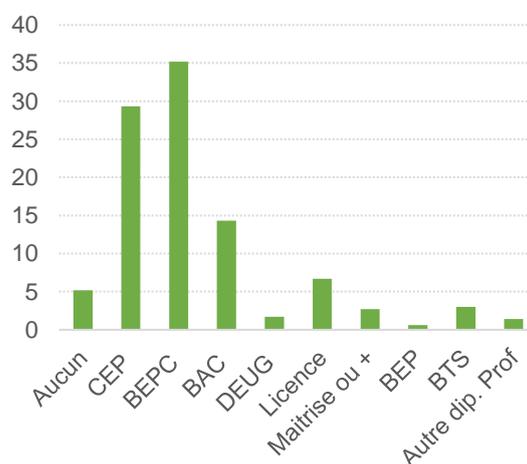
Tableau 1.2 : Population inactive de 6 ans et plus en 1996 et 2014 par sexe selon la situation individuelle par rapport à l'activité économique selon le sexe

Situation individuelle par rapport à l'activité	Masculin			Féminin			Ensemble		
	1996	2014	Écart	1996	2014	Écart	1996	2014	Écart
Femmes au foyer	0	0	0	517 983	1 183 316	665 333	517 983	1 184 710	666 727
Élèves et étudiants	601 571	1 264 541	662 970	333 472	1 008 657	675 185	935 043	2 269 303	1 334 260
Retraités	12 806	19 883	7 077	1 222	4 366	3 144	14 028	25 029	11 001
Rentiers	3 679	19 883	16 204	2 439	8 733	6 294	6 118	25 029	18 911
Autres inactifs	269 598	91 461	-178 137	363 566	144 094	-219 472	633 164	233 605	-399 559
Total	887 654	1 395 767	508 113	1 218 682	2 349 166	1 130 484	2 106 336	3 737 675	1 631 339

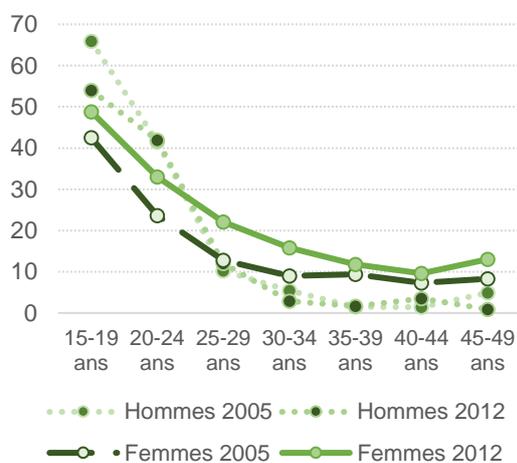
Graphique 1.05 : Répartition de la population inactive de 15 ans ou plus par raison de l'inactivité



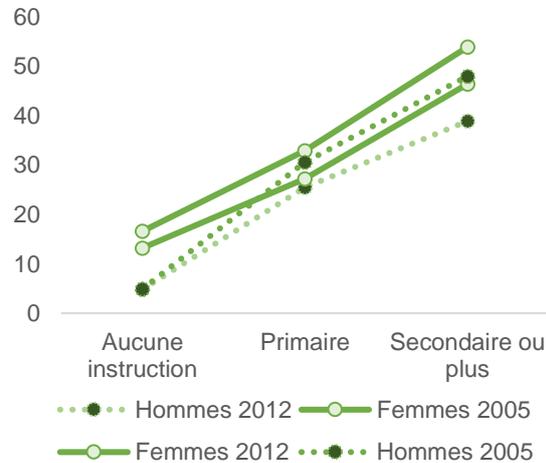
Graphique 1.06 : Répartition de la population inactive urbaine de 15 ans ou plus par diplôme le plus élevé



Graphique 1.07 : Répartition de la population de 15 à 49 ans qui n'a pas travaillé au cours des 12 derniers mois par sexe et par tranche d'âge



Graphique 1.08 : Évolution de la répartition de la population de 15 à 49 ans qui n'a pas travaillé au cours des 12 derniers mois par sexe et par niveau d'instruction



Points saillants :

- La population inactive est constituée largement d'élèves et d'étudiants (6/10) et de femmes au foyer (3/10) ;
- La croissance de la population inactive a été plus forte que celle de la population totale entre les RGPH 1996 et 2014 ;
- L'effectif des inactifs est décroissant avec le niveau d'études ;
- La proportion de personnes n'ayant pas travaillé au cours des 12 derniers mois précédant la collecte des données est décroissant selon l'âge et croissante avec le niveau d'instruction.

Commentaire général :

La population inactive âgée de 6 ans ou plus s'est accrue de 1,6 millions de personnes entre les RGPH de 1996 et de 2014, soit un accroissement global de 77,4%. Cette croissance est équivalente à un accroissement moyen annuel de 3,2% sur la période, soit 1 point de plus que l'accroissement de la population globale. Cette croissance de la population inactive a été alimentée par celles plus fortes des élèves et étudiants (+5% par an) et des femmes au foyer (+4,7%).

Même si le nombre de rentiers a augmenté le plus fortement dans la période (+8,1%), cette catégorie reste faiblement représentée dans la population inactive qui est largement dominée par les élèves et étudiants (6 inactifs sur 10) et, dans une moindre mesure, par les femmes au foyer (3 inactifs sur 10).

Du fait de la composition de la population inactive, elle est relativement dominée par des personnes à faible niveau d'instruction. Comme on peut le voir sur le Graphique 1.6, 7 inactifs de 15 ans ou plus du milieu urbain sur 10 ne disposent d'au plus que d'un diplôme de niveau BEPC. Cela s'explique par le fait que les élèves sont encore en cours de scolarité et aussi que les femmes au foyer n'ont pour la plupart fait que peu d'études.

Un autre indicateur qui permet de caractériser la population inactive est la proportion de personnes n'ayant pas travaillé au cours des 12 mois qui ont précédé l'enquête. Les données des EDS indiquent que cette proportion est fortement et linéairement croissante selon le niveau d'instruction (Graphique 1.08) et légèrement décroissante selon l'âge (Graphique 1.07). Une comparaison entre les hommes et les femmes dans ce groupe selon l'âge montre que dans les bas âges, la proportion des hommes est plus élevée que celles des femmes. La tendance s'inverse au-delà des 25-29 ans. Cela traduit le fait que les filles rentrent plus tôt dans l'activité que les garçons mais à l'âge de maturité, certaines vont devenir inactives du fait du mariage et/ou de la maternité.

Notes méthodologiques :

Inactivité : Le fait de ne pas être sur le marché du travail (ni pour travailler, ni pour rechercher un emploi).

Population inactive : Population n'exerçant aucune activité économique et ne recherchant pas à en exercer.

Sources statistiques :

Institut national de la statistique (RGPH 1996, EDS 2005, ELEM 2007, EDS 2005, ELEM 2012, RGPH 2014)

1.3 Population active occupée

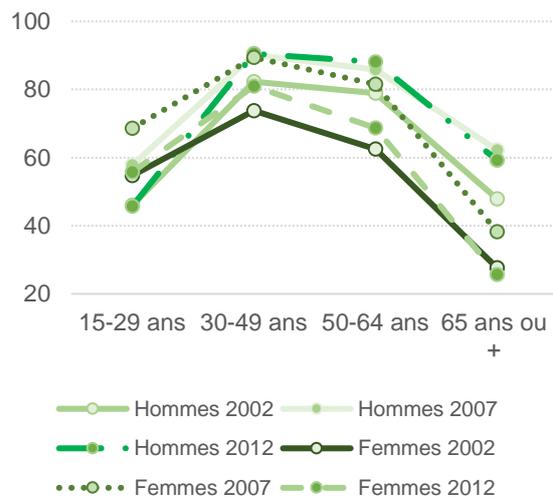
Tableau 1.3 : Population active occupée de 15 ans ou plus en 1996 et 2014 par sexe

	1996	2014	Écart absolu 2014/1996	Taux croissance 2014/1996	Taux croissance annuel moyen 2014/1996
Féminin	1 321 273	1 482 274	161 001	12,2	0,6
Masculin	1 436 644	1 933 120	496 476	34,6	1,7
Total	2 757 917	3 415 394	657 477	23,8	1,2

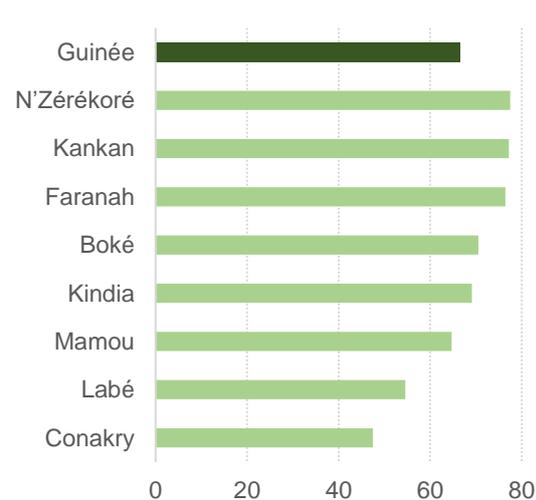
Graphique 1.09 : Taux d'occupation de la population de 15 ans ou plus par sexe (%)



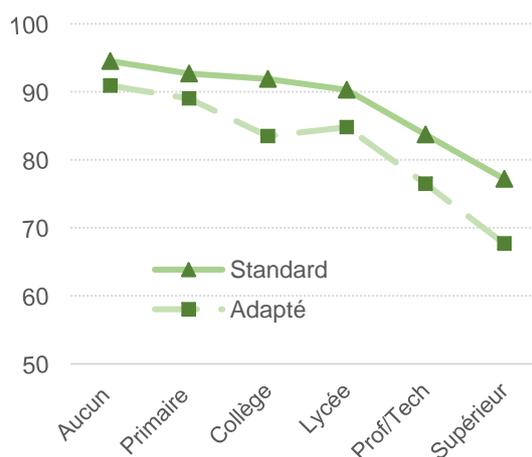
Graphique 1.10 : Taux d'occupation de la population de 15 ans ou plus par sexe et par tranche d'âge



Graphique 1.11 : Taux d'occupation de la population de 15 ans ou plus par région administrative en 2012



Graphique 1.12 : Taux d'occupation standard et adapté de la population urbaine active par niveau d'instruction en 2012



Points saillants :

- La population active occupée, en d'autres termes le volume d'emplois, a augmenté beaucoup moins vite que la population globale entre les RGPH 1996 et 2014 ;
- Les taux d'occupation des hommes ne sont pas significativement différents de ceux des femmes ;
- Les taux d'occupation sont décroissants avec le niveau d'instruction ;
- Les régions les moins urbanisées ont les taux d'occupation les plus élevées.

Commentaire général :

La population active occupée de 15 ans et plus s'est accrue en Guinée de 657 000 personnes entre les RGPH 1996 et 2014. Cette augmentation du nombre d'actifs occupés d'un tiers en 18 ans équivaut à une augmentation moyenne de 1,2% par an, soit le plus faible taux de toutes les composantes de la population. En clair, comme pour d'autres pays africains comparables, l'économie Guinéenne n'a pas créé suffisamment d'emplois pour la force de travail potentielle. Cela va se traduire forcément par un chômage accru.

Le taux d'occupation est la proportion de la population active qui dispose d'un emploi. Il est complémentaire au taux de chômage. Plus il est élevé, moins il y a de chômage.

Comme le taux d'activité, le taux d'occupation en Guinée est sur une tendance haussière faible. Les taux des opérations les plus récentes sont en effet plus élevées. Ce taux ne semble cependant pas être significativement différent par sexe. Sur plusieurs opérations statistiques, les différences par sexe sont faibles et à peine perceptible (Graphique 1.09). Selon l'âge par contre, le taux d'occupation a une forme caractéristique quels que soient l'opération et le sexe : il est moins élevé pour les jeunes, atteint un maximum pour les tranches d'âge matures puis décroît pour les séniors. Ceci traduit la difficulté d'insertion des jeunes sur le marché du travail et celle des « anciens » à retrouver un travail lorsqu'ils ont dépassé un certain âge.

Le taux d'occupation, qu'il soit standard (au sens du Bureau international du travail) ou adapté (définition nationale) semble décroître en fonction du niveau d'instruction. Cela traduit des difficultés d'insertion professionnelle accrues pour les personnes les plus instruites. En effet, ces dernières cherchent en général à s'insérer dans le segment formel de l'économie, segment pas assez dynamique et dominé par le secteur public qui peine à absorber toute la masse de diplômés disponibles.

Notes méthodologiques :

Population active occupée : Population disposant d'un emploi.

Taux d'occupation (standard et adapté) : Rapport entre la population active occupée et la population active. Il est standard s'il est conforme aux prescriptions du BIT et adapté s'il est pris au sens large en s'affranchissant de certains critères du BIT.

Sources statistiques :

Institut national de la statistique (RGPH 1996, EDS 2005, ELEM 2007, EDS 2005, ELEM 2012, RGPH 2014)

Graphique 1.13 : Évolution de la répartition des actifs occupés par secteur d'activité

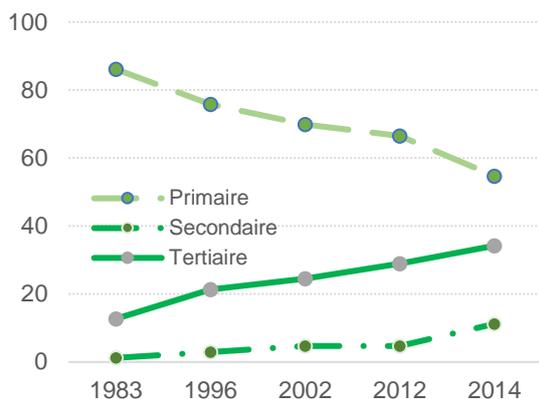
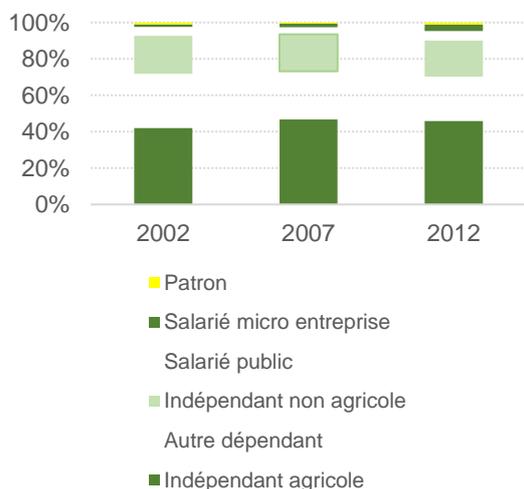


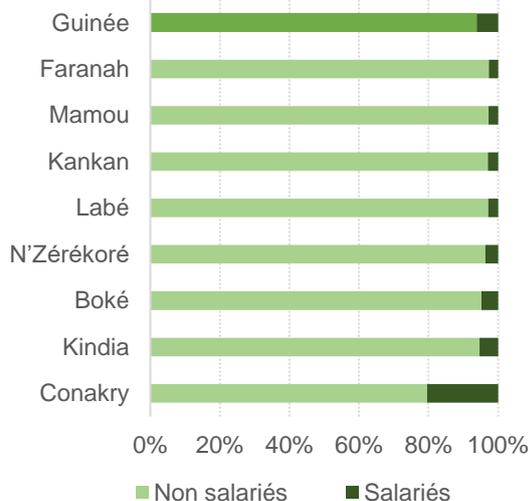
Tableau 1.4 : Répartition de la population active occupée de 15 ans ou plus en 2014 par branche d'activité (en %)

Branches activités	Mas.	Fém.	Ens.
Agriculture, élevage, sylviculture et pêche	50,9	53,5	52,0
Activités extractives	3,3	1,8	2,6
Activités de fabrication	7,9	8,7	8,2
Production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau	0,6	0,1	0,3
Construction des bâtiments et génie civil	4,4	0,2	2,6
Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules	15,9	28,2	21,3
Activités d'hébergement et de restauration	0,2	0,3	0,2
Activités d'information, d'édition et d'imprimerie	0,1	0,0	0,0
Transport et entreposage	6,9	0,3	4,0
Activités de poste et de télécommunication	0,1	0,0	0,1
Activités financières et d'assurances	0,1	0,1	0,1
Activités professionnelles, scientifiques et techniques	0,8	0,3	0,6
Activités immobilières et services administratifs et d'appui	0,0	0,0	0,0
Administration publique, défense et sécurité sociale	3,1	1,0	2,2
Éducation	2,4	1,3	1,9
Santé et action sociale	0,9	0,8	0,8
Arts, spectacles et loisirs	0,4	0,2	0,3
Autres activités de services fournis à la collectivité	1,9	3,1	2,4
Activités des organisations et organismes extra territoriaux	0,1	0,0	0,1
Autres branches d'activités non classées ailleurs	0,0	0,0	0,0
Total	100,0	100,0	100,0

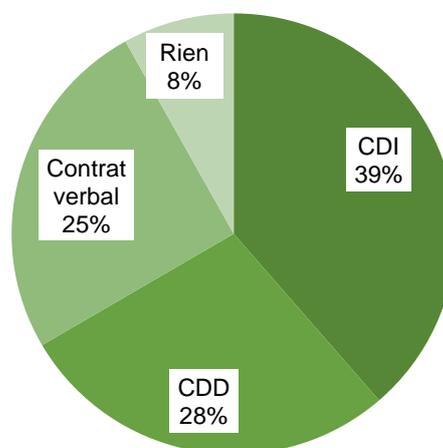
Graphique 1.14 : Évolution de la répartition des actifs occupés selon le statut dans l'emploi



Graphique 1.15 : Répartition des actifs occupés par région selon le statut de salariat en 2014



Graphique 1.16 : Répartition de la population urbaine salariée par type de contrat en 2012



Points saillants :

- La majorité des emplois en Guinée sont dans le secteur primaire et en particulier dans l'agriculture, l'élevage, la sylviculture et la pêche ;
- Il y a au fil du temps un transfert des emplois du secteur primaire vers le tertiaire, le secteur industriel connaît cependant un bond depuis 2012 ;
- Les emplois d'indépendants constituent les deux tiers des travailleurs, le salariat est faiblement représenté ;
- Un tiers des salariés ne disposent pas de contrat de travail écrit.

Commentaire général :

Les activités prédominantes en Guinée sont les activités de la branche de l'agriculture, l'élevage, la sylviculture et la pêche. Elle occupait en 2014 plus de la moitié des travailleurs du pays, soit 52%. La deuxième branche la plus importante est le commerce qui occupait 21,3% de travailleurs dont une majorité de femmes. Les activités industrielles n'occupaient que 8,2% des travailleurs en 2014 et les activités extractives 2,6% dont une majorité d'hommes.

De façon globale, les emplois en Guinée sont encore concentrés dans le secteur primaire de l'économie qui concerne la collecte et l'exploitation directe de la terre et des ressources naturelles. Une transition est bien en marche comme on peut le constater sur le Graphique 1.13. On assiste à une diminution progressive des emplois du secteur primaire au profit du secteur tertiaire et dans une petite proportion du secteur secondaire qui concerne les industries de transformation. On peut noter l'importante augmentation de la part des emplois du secteur secondaire entre 2012 et 2014 qui a plus que doublé en passant de 4,7% en 2012 à 11,2% en 2014.

Les emplois sont largement dominés par les indépendants qui travaillent à leur compte avec l'aide des proches. Deux tiers des travailleurs sont des indépendants (45,8% d'indépendants agricoles et 19,8% d'indépendants non agricoles en 2012). Le quart des emplois est constitué de dépendants non-salariés. Ce sont en fait des aidants qui travaillent avec les indépendants. Ce schéma est caractéristique des économies des pays de la sous-région dominées par le secteur informel avec peu d'emplois décents.

Le salariat est ainsi peu développé et concerne moins de 10% des travailleurs. Il est cependant à noter une accélération entre 2007 et 2012 du salariat privé qui a doublé en passant de 1,8% du volume global des emplois à 3,5%. Dans le même temps, le salariat public est resté stable autour de 5%. En raison de la concentration des activités administratives et économiques, c'est naturellement dans la région de Conakry que l'on a la plus forte proportion de salariés parmi les travailleurs au niveau des régions.

La situation des salariés n'est pas toujours des plus enviables puisque le tiers ne dispose pas de contrat de travail écrit (Graphique 1.16).

Notes méthodologiques :

Secteur primaire : Activités de collecte et d'exploitation directe de ressources naturelles (matériaux, énergie, et certains aliments)

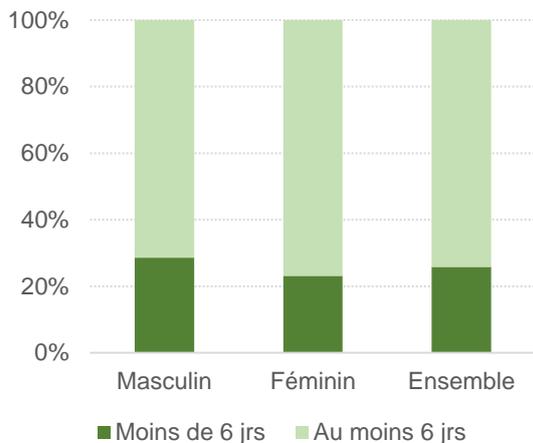
Secteur secondaire : Industries de transformation

Secteur tertiaire : Activités de service (essentiellement immatériel : assurances, intermédiation, formation, études et recherche, administration, services à la personne, sécurité, nettoyage, etc.).

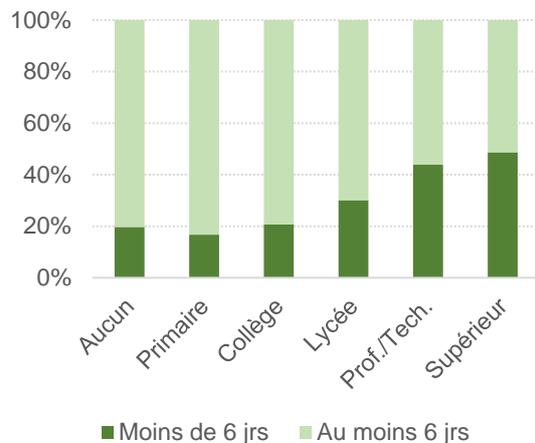
Sources statistiques :

Institut national de la statistique (RGPH 1996, EDS 2005, ELEM 2007, EDS 2005, ELEM 2012, RGPH 2014)

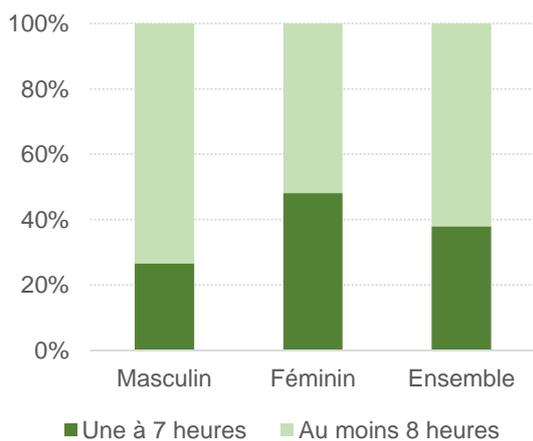
Graphique 1.17 : Répartition des actifs occupés urbains par sexe et par nombre de jours travaillés par semaine dans l'emploi principal en 2013



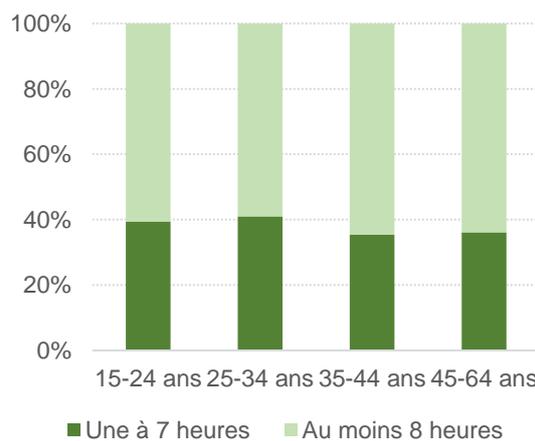
Graphique 1.18 : Répartition des actifs occupés urbains par niveau d'instruction et par nombre de jours travaillés par semaine dans l'emploi principal en 2013



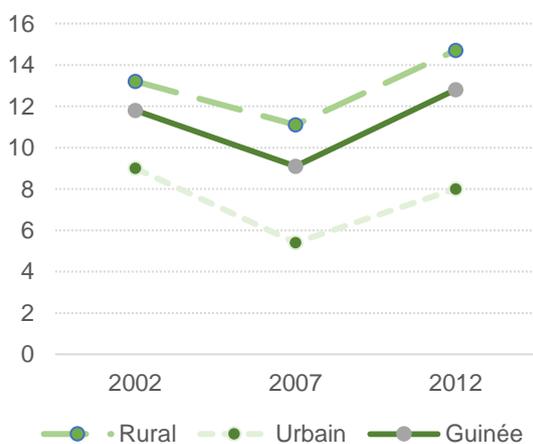
Graphique 1.19 : Répartition des actifs occupés urbains par sexe et par nombre d'heures travaillées par jour dans l'emploi principal en 2013



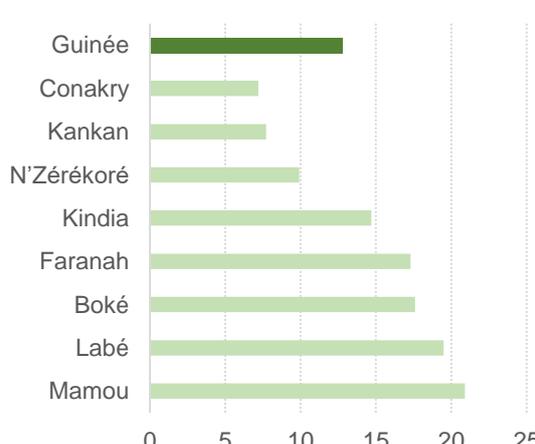
Graphique 1.20 : Répartition des actifs occupés urbains par niveau d'instruction et par nombre d'heures travaillées par jour dans l'emploi principal en 2013



Graphique 1.21 : Taux de sous-emploi visible par milieu de résidence



Graphique 1.22 : Taux de sous-emploi visible par région administrative en 2012



Points saillants :

- Une large majorité de travailleurs urbains exercent leurs activités au moins 6 jours par semaine ;
- Une forte proportion de travailleurs urbains de sexe masculin exercent leurs activités au moins 8 heures par jour ;
- Le taux de sous-emploi visible en milieu rural est structurellement supérieur à celui du milieu urbain :
- La région de Conakry a le taux de sous-emploi visible le plus faible.

Commentaire général :

Trois quarts des travailleurs urbains en Guinée exerçaient leurs activités au moins 6 jours par semaine en 2013. Cette proportion était légèrement plus forte pour les travailleuses. On note surtout qu'elle est décroissante suivant le niveau d'études. Ainsi, les travailleurs les plus qualifiés sont ceux qui sont les plus enclins à observer un repos hebdomadaire. La raison principale est que cette catégorie est généralement employée dans le secteur formel où la durée et le temps de travail sont bien réglementés.

En termes d'horaires journaliers de travail, selon la même opération statistique, dans l'ensemble, 6 travailleurs sur 10 exerçaient au moins 8 heures par jours. La différence est nette selon le sexe car si les hommes étaient près des trois quarts à consacrer au moins 8 heures à leur activité principale, cela concernait plutôt la moitié des femmes. La raison de cet écart se trouve certainement dans « la double journée » des femmes. En effet, ces dernières sont nombreuses à « cumuler » leurs activités professionnelles avec de nombreuses tâches domestiques.

Selon l'âge par ailleurs, la proportion de travailleurs exerçant au moins 8 heures par jour est plus élevée dans les tranches d'âges supérieurs, ce qui traduit une implication plus forte dans les activités professionnelles à un âge où on a des charges familiales à couvrir et plus de responsabilités sociales.

Certains travailleurs sont contraints d'exercer un nombre limité d'heures de travail alors qu'ils désirent et sont disponibles pour en faire plus. Cette situation est qualifiée de sous-emploi lié au temps de travail ou encore sous-emploi visible. Ce phénomène touche plus les acteurs ruraux. Comme on peut le voir sur le Graphique 1.21, le taux de sous-emploi visible en milieu rural est significativement supérieur à celui du milieu urbain quelle que soit l'opération considérée. Par ailleurs, au niveau des régions, celles de Conakry et de Kankan sont les moins touchées.

Notes méthodologiques :

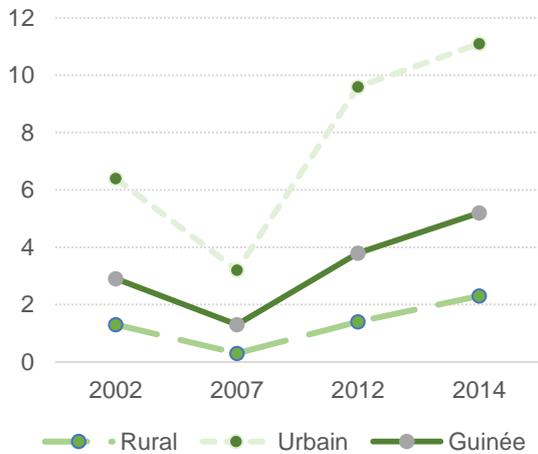
Taux de sous-emploi visible : Rapport entre le nombre d'actifs occupés en situation de sous-emploi lié à la durée du travail et la population active occupée. Le sous-emploi visible caractérise une personne en emploi dont le temps de travail est insuffisant par rapport à des situations alternatives d'emploi qu'elle souhaite occuper. Il s'agit donc d'actifs travaillant involontairement un nombre insuffisant d'heures.

Sources statistiques :

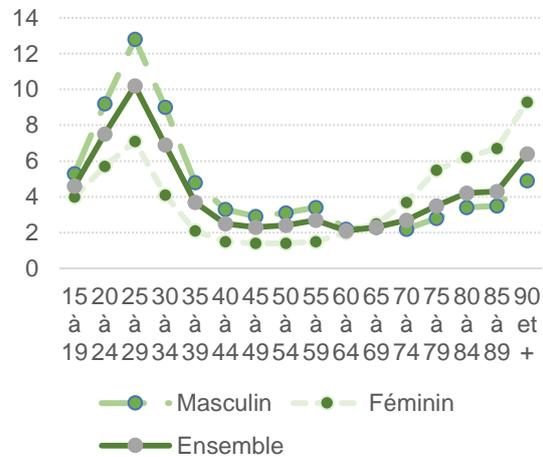
Institut national de la statistique (RGPH 1996, EDS 2005, ELEP 2007, EDS 2005, ELEP 2012, RGPH 2014)

1.4 Chômage

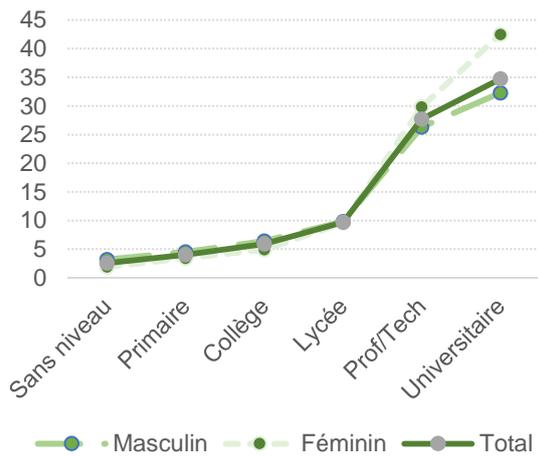
Graphique 1.23 : Évolution du taux de chômage des personnes de 15 ans ou plus par sexe



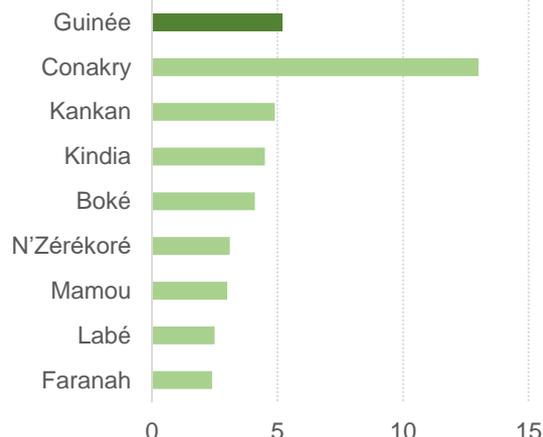
Graphique 1.24 : Taux de chômage des personnes de 15 ans ou plus par tranche d'âge quinquennale et par sexe en 2014



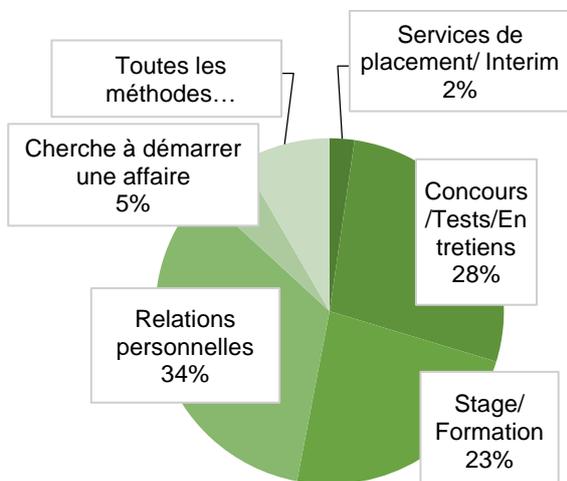
Graphique 1.25 : Taux de chômage des 15 ans ou plus par niveau d'instruction et par sexe en 2014



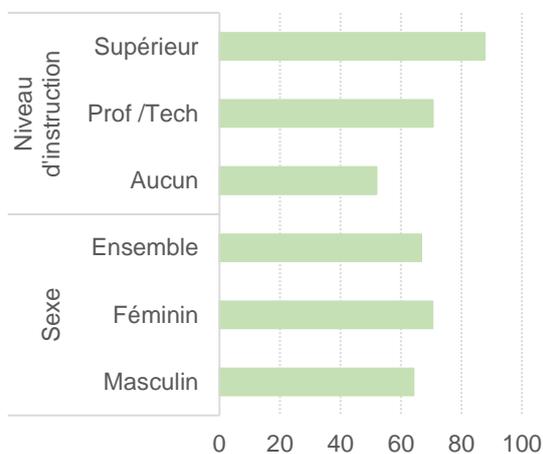
Graphique 1.26 : Taux de chômage des 15 ans ou plus par région administrative en 2014



Graphique 1.27 : Répartition des chômeurs par moyen principal de recherche d'emploi en 2014



Graphique 1.28 : Proportion de primo-demandeurs parmi les chômeurs par sexe et par niveau d'instruction en 2014



Points saillants :

- Le chômage est surtout un phénomène urbain, il est en constante progression depuis 2007 ;
- Le taux de chômage est très élevé dans les tranches d'âge jeunes ;
- Le taux de chômage est croissant selon le niveau d'études ;
- Un tiers de chômeurs utilisent les relations personnelles pour chercher du travail.

Commentaire général :

Le taux de chômage calculé à l'issue du RGPH 2014 était de 5,2% au niveau national. Comme on le sait, le chômage est essentiellement urbain, le taux dans ce milieu de résidence était de 11,1% contre seulement 2,3% en milieu rural en 2014. Dans les campagnes et villages en effet, la presque totalité de la population s'adonne aux travaux champêtres, ce qui n'est pas le cas des villes. La région de Conakry, la plus urbanisée du pays, a enregistré le taux de chômage de loin le plus élevé de toutes les régions en 2014. Il était de 13% tandis que la région en deuxième position, Kankan, venait avec 5 % (Graphique 1.26).

Le chômage suit une tendance fortement croissante en Guinée depuis 2007. Le taux de chômage en milieu urbain a connu depuis cette année une croissance exponentielle, passant de 3,2% en 2007 à 11,1% en 2014. Cette forte croissance est alimentée par l'arrivée massive des jeunes diplômés sur le marché du travail. En effet, selon l'âge, le taux de chômage atteint son apogée dans les tranches d'âge des jeunes (Graphique 1.24). De même, selon le niveau d'études, le taux de chômage s'accroît fortement avec le niveau d'instruction. Il atteint 35% des personnes ayant un niveau universitaire en 2014.

Les primo-demandeurs d'emplois sont les personnes qui sont à la recherche d'un premier emploi. Ils sont les plus nombreux parmi les chômeurs. En 2014, ils représentaient les deux tiers des chômeurs. Cette proportion était significativement plus élevée pour les chômeurs de sexe féminin. Par ailleurs, elle était croissante selon le niveau d'instruction, atteignant presque 90% pour les diplômés du supérieur. Cela traduit une fois de plus les difficultés d'insertion des jeunes diplômés du supérieur.

Les principaux moyens utilisés par les chômeurs pour chercher du travail sont divers. Le plus dominant, cité en 2014 par un tiers des chômeurs, était « les relations personnelles », devant les moyens plus conventionnels comme les concours/tests/entretiens d'embauche (28%) et les stages/formations (23%). Seulement 5% de chômeurs étaient dans la logique de l'entrepreneuriat en cherchant à créer leur propre affaire.

Notes méthodologiques :

Taux de chômage : Rapport entre le nombre de personnes au chômage rapporté à la population active.

Est au chômage, toute personne en âge de travailler qui : i) était sans emploi au cours de la semaine de référence, ii) a fait des démarches pour chercher un emploi en échange d'une rémunération ou d'un profit au cours d'un mois de référence et iii) se déclare disponible pour occuper un emploi ou mener une activité rémunératrice.

Sources statistiques :

Institut national de la statistique (RGPH 1996, EDS 2005, ELEM 2007, EDS 2005, ELEM 2012, RGPH 2014)

2.

DONNÉES SUR L'EMPLOI À PARTIR DE SOURCES ADMINISTRATIVES

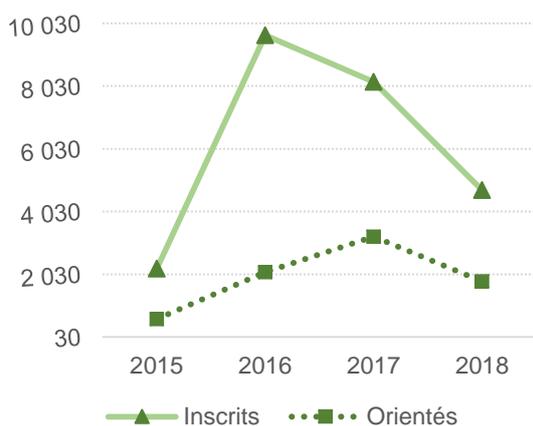
2. DONNÉES SUR L'EMPLOI À PARTIR DE SOURCES ADMINISTRATIVES

2.1 Inscriptions des demandeurs d'emplois et orientations à l'AGUIPE

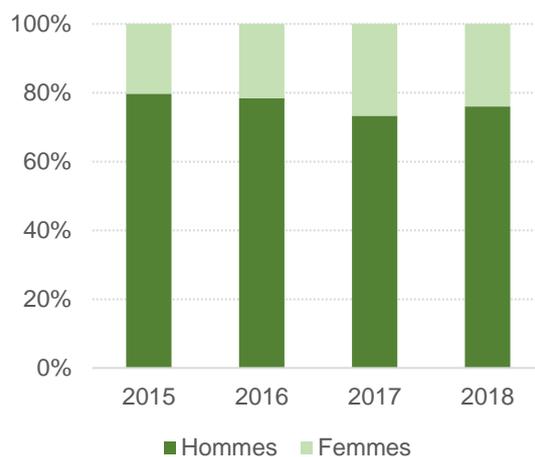
Tableau 2.1 : Inscriptions des demandeurs d'emplois et des orientations après entretien à l'AGUIPE

	2015	2016	2017	2018	Écart 2018/2015		Écart 2018/2017	
					Absolu	%	Absolu	%
Inscrits	2 211	9 655	8 163	4 715	2 504	113,3	-3 448	-42,2
Hommes	1 762	7 571	5 983	3 585	1 823	103,5	-2 398	-40,1
Femmes	449	2 084	2 180	1 130	681	151,7	-1 050	-48,2
Orientés	602	2 100	3 231	1 798	1 196	198,7	-1 433	-44,4
Formation	432	1 690	2 502	1 302	870	201,4	-1 200	-48,0
Employabilité	152	307	651	434	282	185,5	-217	-33,3
Entrepreneuriat	18	103	78	62	44	244,4	-16	-20,5

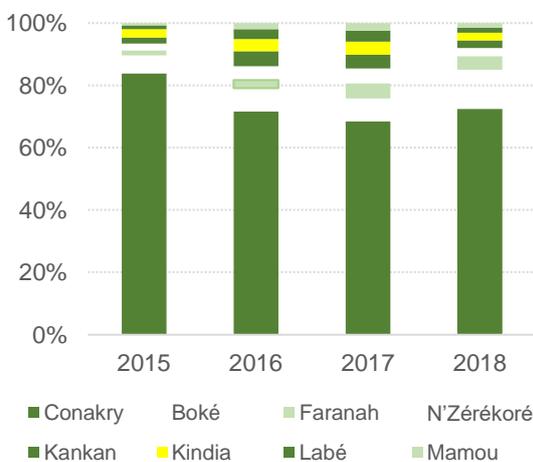
Graphique 2.1 : Évolution des inscriptions des demandeurs d'emplois et des orientations après entretien à l'AGUIPE



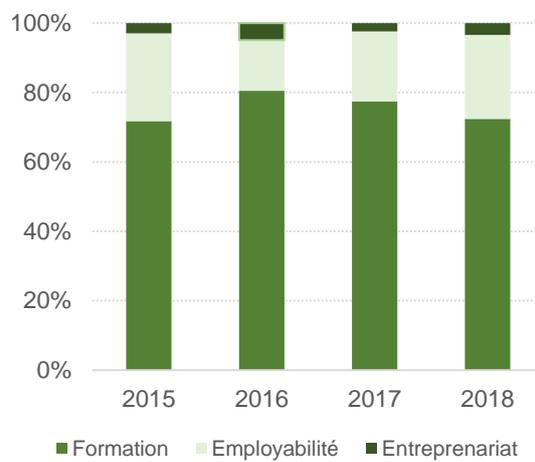
Graphique 2.2 : Évolution de la répartition par sexe des demandeurs d'emplois inscrits à l'AGUIPE



Graphique 2.3 : Évolution de la répartition par région administrative des demandeurs d'emplois inscrits à l'AGUIPE



Graphique 2.4 : Évolution de la répartition par type d'orientation des demandeurs d'emplois reçus par l'AGUIPE



Points saillants :

- Après le boum d'inscriptions des demandeurs d'emplois à l'AGUIPE en 2016, elles sont en net recul en 2017 et surtout en 2018 ;
- Les femmes sont de plus en plus représentées dans les inscriptions à l'AGUIPE ;
- Les inscriptions à Conakry sont largement majoritaires mais elles se développent dans d'autres régions ;
- Comme les inscriptions, les orientations de demandeurs d'emplois reçus à l'AGUIPE ont également chuté en 2018.

Commentaire général :

Les inscriptions des demandeurs d'emplois sur le site internet de l'AGUIPE ont connu une évolution contrastée depuis 2015. Après un grand bond en 2016 où elles ont atteint le nombre de 9 655, elles ont reculé en 2017 à 8 163 avant de chuter significativement à 4 715 en 2018.

L'explication de cette évolution serait liée à une forte campagne de communication et de sensibilisation en 2016 qui a permis d'obtenir des inscriptions exceptionnelles en 2016 et 2017. Cela est confirmé par le fait qu'on est en 2018, malgré la chute observée, sur une évolution de plus du double par rapport à 2015.

Les inscrits à l'AGUIPE sont majoritairement des hommes. Cependant, la proportion de femmes inscrites progresse. De 20% en 2015, elles étaient 24% en 2018.

Comme on pouvait s'y attendre, les inscriptions de la région de Conakry sont largement majoritaires. Elles représentaient 84% de l'ensemble des inscriptions en 2015. Cette majorité recule cependant progressivement au profit des autres régions et en particulier de celle de Boké dont la part ne cesse d'augmenter.

Les orientations sont effectuées pour les demandeurs d'emplois inscrits qui honorent les rendez-vous de l'AGUIPE avec ses conseillers. En moyenne, entre 2015 et 2018, 3 inscrits sur 10 ont été reçus et orientés par l'AGUIPE. Cette proportion a été la plus forte en 2017 où elle était de 4 orientés sur 10 inscrits.

Les orientations sont faites majoritairement pour une formation. En effet, la plupart des inscrits manquent de qualification précise. L'orientation dans l'entrepreneuriat est quant à elle encore peu représentée et nécessite d'être développée (Graphique 2.4).

Notes méthodologiques :

Les inscriptions des demandeurs d'emplois se font en ligne sur le site internet de l'AGUIPE. Les demandeurs d'emplois ouvrent un compte et remplissent un formulaire qui permet à l'AGUIPE de disposer de quelques informations. Puis ces demandeurs d'emplois obtiennent un rendez-vous avec des conseillers-emplois de l'AGUIPE à l'issue duquel une orientation est définie pour chaque demandeur.

Sources statistiques :

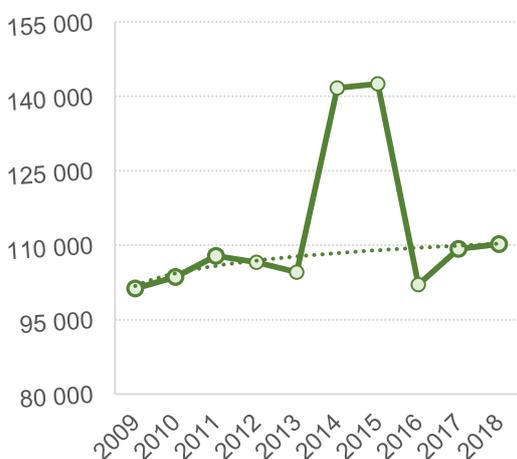
Données de l'Agence guinéenne pour la promotion de l'emploi (AGUIPE)

2.2 Emplois publics : agents de la fonction publique de l'État

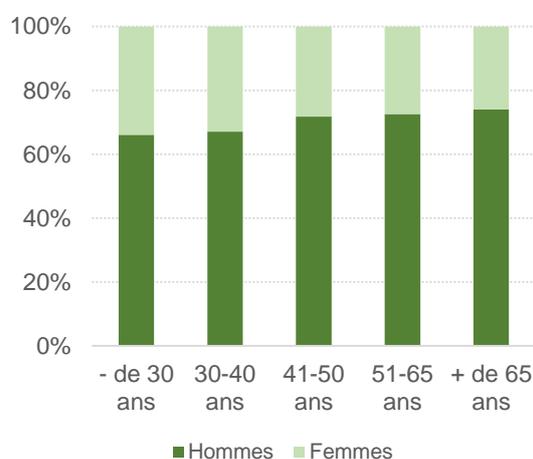
Tableau 2.2 : Fonctionnaires de l'État par hiérarchie en 2016 et 2018

Catégorie	2016			2018			Écart absolu 2018/2016			Écart relatif (%) 2018/2016		
	Fem.	Hom.	Ens.	Fem.	Hom.	Ens.	Fem.	Hom.	Ens.	Fem.	Hom.	Ens.
CP	225	640	865	289	760	1 049	64	120	184	28,4	18,8	21,3
C	6 095	12 856	18 951	6 485	13 098	19 583	390	242	632	6,4	1,9	3,3
B2	6 287	7 494	13 781	6 311	7 532	13 843	24	38	62	0,4	0,5	0,4
B1	6 917	12 104	19 021	9 261	14 988	24 249	2 344	2 884	5 228	33,9	23,8	27,5
A1	2 929	6 662	9 591	5 063	13 790	18 853	2 134	7 128	9 262	72,9	107,0	96,6
A2	5 159	24 287	29 446	5 365	25 110	30 475	206	823	1 029	4,0	3,4	3,5
A3	39	613	652	40	649	689	1	36	37	2,6	5,9	5,7
Ens	27 651	64 656	92 307	32 814	75 927	108 741	5 163	11 271	16 434	18,7	17,4	17,8

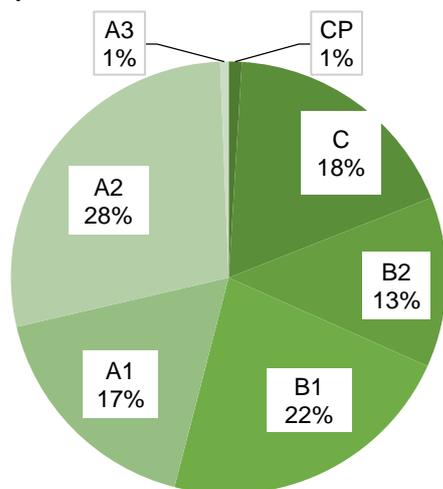
Graphique 2.5 : Évolution du nombre de fonctionnaires de l'État selon la série longue existante



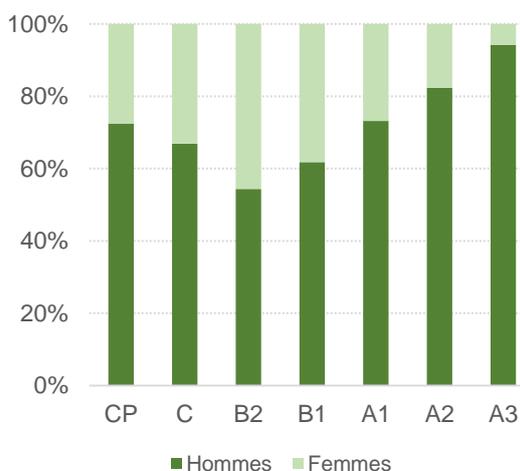
Graphique 2.6 : Répartition des fonctionnaires de l'État par tranche d'âge et par sexe en 2018



Graphique 2.7 : Répartition des fonctionnaires de l'État par hiérarchie en 2018



Graphique 2.8 : Répartition des fonctionnaires de l'État par hiérarchie et par sexe en 2018



Points saillants :

- En deux ans, le nombre de fonctionnaires de l'État a augmenté de 17,8% ;
- La fonction publique de l'État se féminise progressivement ;
- À mesure qu'on monte dans la hiérarchie, la proportion des femmes diminue ;
- Les fonctionnaires de catégorie A2 sont les plus représentés.

Commentaire général :

Les données de la série longue des effectifs de fonctionnaires ont quelques points inattendus (Graphique 2.5). Elles indiquent une explosion improbable des effectifs en 2014 et 2015. Une projection de la tendance des données « non aberrantes » est en pointillé. Pour ces raisons, seules les données de 2016 et 2018 collectées par l'AGUIPE au niveau du MFPREMA sont commentées.

D'après ces données (Tableau 2.2), l'effectif des fonctionnaires a augmenté de 17,8% en 2 ans, augmentation légèrement supérieure pour les fonctionnaires de sexe féminin (18,7%). Cette augmentation est principalement la résultante d'une forte augmentation des effectifs de la catégorie A1 et dans une moindre mesure de ceux de la catégorie B1. En effet, l'effectif de la catégorie A1 a presque doublé en augmentant de 9 262 personnes, tandis que celui de la catégorie B1 a augmenté de 5 228 agents entre 2016 et 2018.

La fonction publique guinéenne se féminise progressivement. La répartition des effectifs par tranche d'âge en 2018 (Graphique 2.6) montre clairement l'augmentation de la proportion de femmes dans les tranches d'âge les plus jeunes.

Cependant, à mesure qu'on monte dans la hiérarchie des emplois, la proportion des femmes s'amenuise (Graphique 2.8). Elles sont ainsi fortement représentées dans les catégories d'agents subalternes et de cadres d'exécution (CP, C, B1 et B2) et ne représentent que 6% des hauts cadres (A3).

De façon globale, les catégories de fonctionnaires les plus représentées sont celles de A2 (28%) et de B1 (22%) qui composent la moitié des effectifs. Les hauts cadres sont peu nombreux et ne représentent que 1% des effectifs.

Notes méthodologiques :

Fonctionnaire : Personne physique recrutée et affectée pour assurer à titre permanent ou temporaire, directement et personnellement, une mission de service public au sein des administrations centrales ou déconcentrées de l'État et des institutions publiques.

Sources statistiques :

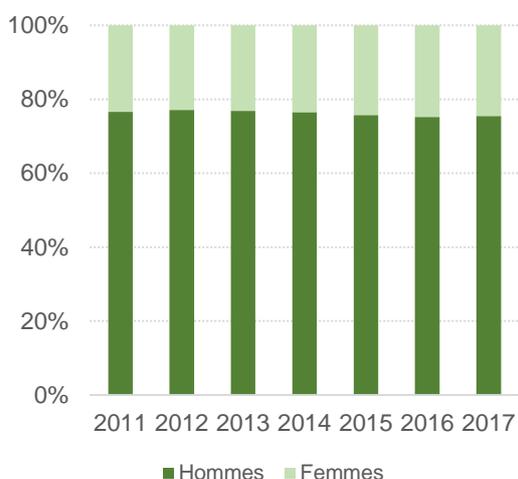
Ministère de la Fonction Publique de la Réforme de l'État et de la Modernisation de l'Administration (Base de données)

2.3 Emplois publics : agents des collectivités territoriales

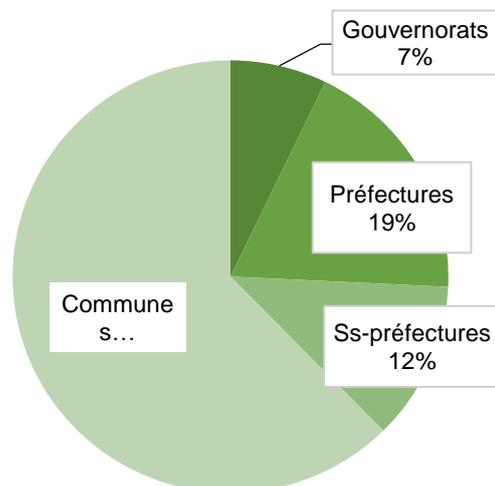
Tableau 2.3 : Évolution des effectifs du personnel des collectivités territoriales de 2011 à 2017

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Écart 2017/2016	
								Absolu	%
Gouvernorats	202	203	210	213	210	208	277	69	33,2
Préfectures	657	670	682	698	736	754	717	-37	-4,9
Sous-préfectures	511	528	530	515	487	474	458	-16	-3,4
Communes	2 276	2 346	2 418	2 513	2 686	2 839	2 407	-432	-15,2
Ensemble	3 646	3 747	3 840	3 939	4 119	4 275	3 859	-416	-9,7

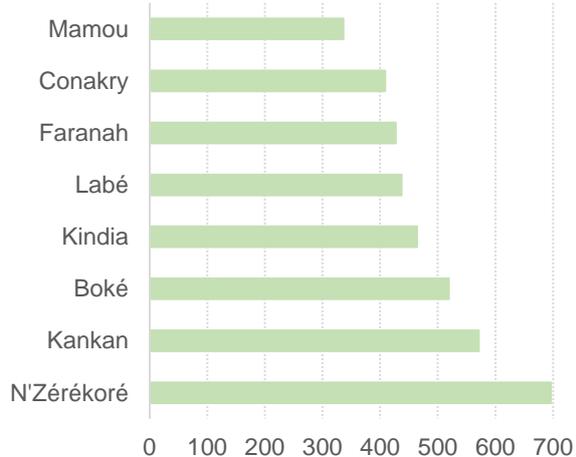
Graphique 2.9 : Évolution de la répartition du personnel des collectivités territoriales par sexe



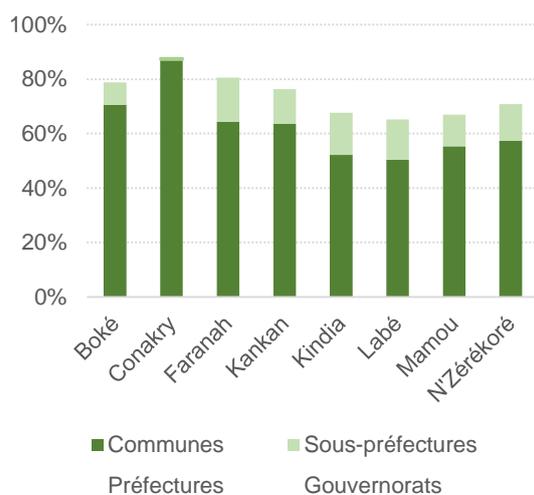
Graphique 2.10 : Répartition des effectifs du personnel des collectivités territoriales par entité en 2017



Graphique 2.11 : Effectifs du personnel des collectivités territoriales par région en 2017



Graphique 2.12 : Répartition des effectifs du personnel des collectivités territoriales par région et par entité en 2017



Points saillants :

- Les effectifs du personnel des collectivités territoriales ont reculé de presque 10% en 2017 par rapport à 2016 ;
- Dans le même temps, les effectifs des gouvernorats, quoique faibles, se sont renforcés d'un tiers ;
- Les effectifs des collectivités territoriales se féminisent progressivement à un rythme lent ;
- La structure des effectifs du personnel des collectivités territoriales n'est pas uniforme dans les régions administratives.

Commentaire général :

Le personnel des collectivités territoriales est composé des agents des gouvernorats, des préfectures, des sous-préfectures et des communes.

Selon les informations du MATD, en 2017, l'effectif de ces agents était de 3 859 individus, en recul de 9,7% par rapport à l'année précédente. Ce recul est la conséquence de celui de l'effectif des agents des communes qui ont diminué de 15% en 2017. Dans le même temps, l'effectif des agents des gouvernorats a quant à lui augmenté de 33%.

Eu égard à leur nombre, les communes ont les effectifs les plus nombreux des collectivités territoriales qui représentent 62% de l'ensemble. Les sous-préfectures, qui ont le même ressort territorial, ont 8 fois moins de personnel que les communes en raison des différences des missions de chaque type d'entité. En effet, les sous-préfectures jouent un rôle de représentation de l'État au niveau déconcentré tandis que la commune assure l'administration décentralisée du territoire. Ainsi, les communes ont une moyenne de 7 agents tandis que les sous-préfectures n'ont qu'1,5 agent en moyenne.

Le personnel des structures décentralisées et déconcentrées se féminise à un rythme lent mais cela est perceptible sur le Graphique 2.9. En 2011, les femmes représentaient 23% des effectifs, cette proportion a progressivement augmenté pour se situer à 25% en 2017.

Avec un total de 696 agents en 2017, la région de N'Zérékoré est celle qui compte le plus grand nombre d'agents dans les structures déconcentrées et décentralisées de l'État. La région de Mamou qui en compte moitié moins que N'Zérékoré a l'effectif le plus faible. Cela semble assez logique au regard de la population de ces deux régions (1 578 030 habitants pour N'Zérékoré et 731 188 pour Mamou au RGPH 2014). A noter que la région de Kankan qui avait la taille de la population la plus élevée en 2014 (1 972 537 habitants) a le deuxième effectif des collectivités territoriales.

La répartition du personnel des collectivités territoriales par région n'est pas identique. Comme on peut le voir sur le Graphique 2.12, si l'effectif du personnel des communes reste toujours le plus important, sa proportion dépend des régions. Par ailleurs, certaines régions ont des effectifs plus importants dans les préfectures que d'autres.

Notes méthodologiques :

Collectivité territoriale : Personne morale de droit public qui exerce sur son territoire certaines compétences qui lui sont dévolues par l'État dans un processus de décentralisation.

Sources statistiques :

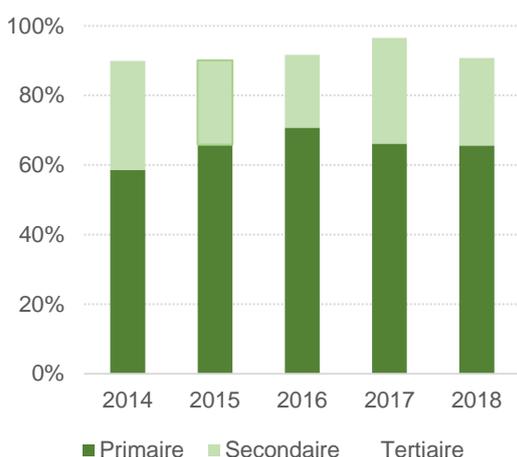
Ministère de l'administration du territoire et de la décentralisation (Annuaire statistique de l'administration du territoire et de la décentralisation 2017)

2.4 Immatriculations et gestion des pensions à la CNSS

Tableau 2.4 : Évolution des effectifs des immatriculations et des pensions à la CNSS

	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	Écart 2018/2017		
										Absolu	%	
Nombre d'employeurs immatriculés à la CNSS par année et par secteur d'activité												
Primaire	21	31	64	34	382	518	579	647	543	-104	-16,1	
Secondaire	111	184	367	380	205	191	172	297	208	-89	-30,0	
Tertiaire	162	292	953	397	66	78	68	34	77	43	126,5	
Total	294	507	1 384	811	653	787	819	944	828	-116	-12,3	
Nombre d'employés immatriculés à la CNSS par année et par sexe												
Hommes	5 140	5 735	8 744	6 265	6 861	7 848	6 714	11 008	11 794	786	7,1	
Femmes	1 255	983	1 841	952	1 239	1 886	2 552	1 831	1 962	131	7,2	
Total	6 395	6 718	10 585	7 217	8 100	9 734	9 266	12 839	13 756	917	7,1	
Nombre de pensions payées par la CNSS par année et par type												
Retraite	7 348	7 434	8 058	8 544	8 948	9 842	11 169	11 686	12 203	517	4,4	
Réversion	5 540	6 028	6 288	6 425	7 254	7 608	8 853	9 098	9 343	245	2,7	
Autres	464	498	363	426	567	831	1 131	1 335	1 539	204	15,3	
Total	13 352	13 960	14 709	15 395	16 769	18 281	21 153	22 119	23 085	966	4,4	

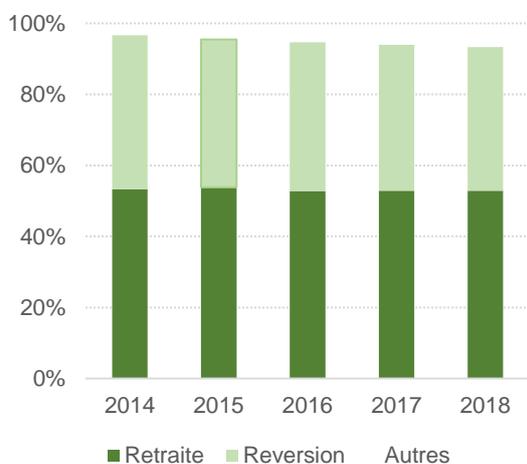
Graphique 2.13 : Évolution de la répartition des employeurs immatriculés à la CNSS par secteur d'activités



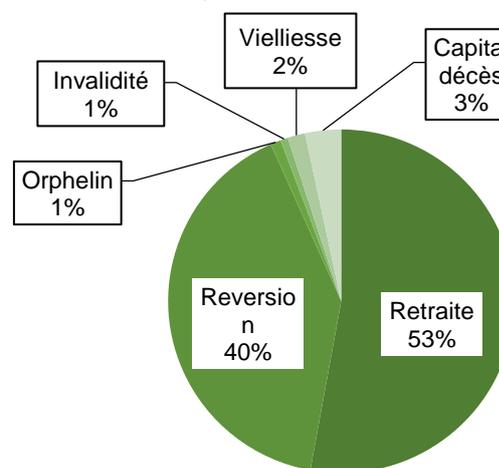
Graphique 2.14 : Évolution de la répartition des employés immatriculés à la CNSS par sexe



Graphique 2.15 : Évolution de la répartition des pensions payées par la CNSS par type



Graphique 2.16 : Répartition des pensions payées par la CNSS par type en 2018



Points saillants :

- Le nombre d'employeurs immatriculés à la CNSS a diminué de 12,3% en 2018 par rapport à 2017 ;
- Le nombre d'employés immatriculés à la CNSS, lui, s'est accru de 7,1% en 2018 par rapport à 2017 ;
- Le nombre de l'ensemble des pensions payées par la CNSS, s'est aussi accru de 4,4% en 2018 par rapport à 2017.

Commentaire général :

Les entreprises privées ont l'obligation de s'immatriculer et d'immatriculer leurs employés à la sécurité sociale en Guinée. Les immatriculations à la CNSS sont ainsi de bons indicateurs de la croissance du secteur privé formel et de la formalisation des emplois de ce secteur.

Les statistiques de la CNSS indiquent qu'en 2018, l'immatriculation des employeurs a connu un repli de 116 unités, soit de 12,3% par rapport à son niveau de 2017. Le nombre d'employeurs immatriculés en 2018 reste cependant supérieur à la moyenne annuelle des immatriculations des 9 dernières années (828 contre 781).

La structure des employeurs inscrits à la CNSS par secteur d'activité sur les 5 dernières années est relativement similaire avec une majorité d'employeurs du secteur primaire qui a tendance à s'accroître au détriment des employeurs du secteur secondaire qui sont les deuxièmes proportionnellement. Les employeurs du secteur tertiaire sont donc les moins représentés. Quand on sait, comme on l'a vu au point 1.3 que les emplois du secteur tertiaire sont les plus fréquents après ceux du secteur primaire, il apparaît que ce secteur est une source pourvoyeuse d'emplois informels.

En ce qui concerne l'immatriculation des employés, elle a augmenté de 7,1% en 2018, se situant 13 756 travailleurs contre 12 839 en 2017. La moyenne annuelle depuis 2010 se situe à 9 401 travailleurs laissant paraître les années 2017 et 2018 comme des années exceptionnelles.

L'augmentation des immatriculations des travailleurs en 2018 est identique chez les hommes et chez les femmes permettant de garder la structure par sexe identique, très largement en faveur des hommes. En 2018 par exemple, les femmes représentaient seulement 14% des travailleurs immatriculés.

En ce qui concerne la gestion des pensions. Leur nombre a augmenté globalement de 4,4% en raison principalement de l'augmentation de 15,3% d'autres types de pensions/allocations que celles liées à la retraite ou à la réversion.

La répartition de l'effectif des pensions est relativement stable sur les 5 dernières années. La majorité des pensions payées sont des pensions-retraite (53%) suivies des pensions de réversion (40%). Tous les autres types de pensions et allocations occupent une part faible.

Notes méthodologiques :

Sources statistiques :

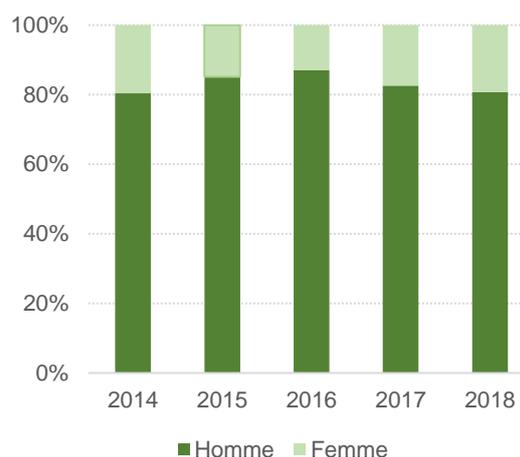
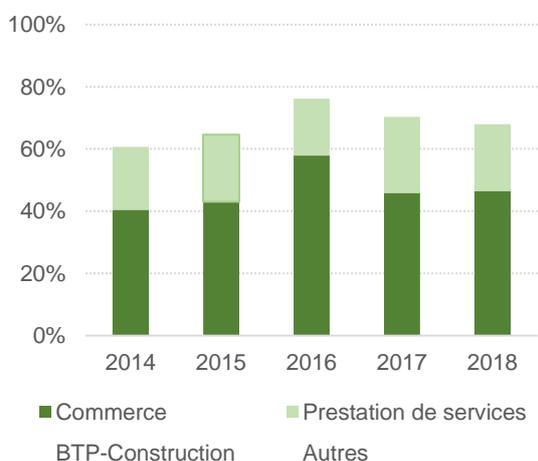
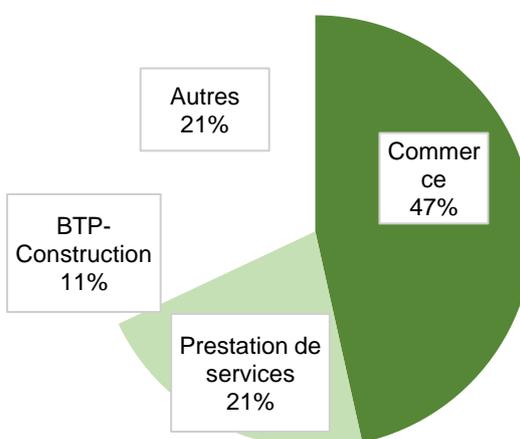
Rapports d'activités /Caisse nationale de la sécurité sociale (CNSS)

2.5 Créations d'entreprises enregistrées à l'APIP

Tableau 2.5 : Évolution des créations d'entreprises enregistrées à l'APIP

	2014	2015	2016	2017	2018	Écart 2018/2017	
						Absolu	%
Statut juridique							
IND	2 145	3 272	6 754	6 214	5 624	-590	-9,5
SARL / SARLU	794	1 455	1 853	2 346	2 630	284	12,1
SA / SAU	49	85	113	128	142	14	10,9
Autres	41	99	94	92	166	74	80,4
Sexe du promoteur							
Femme	595	730	1 146	1 532	1 649	117	7,6
Homme	2 434	4 181	7 668	7 248	6 913	-335	-4,6
Branche d'activités							
Commerce	1 225	2 113	5 099	4 026	3 984	-42	-1,0
Prestation de services	611	1 060	1 615	2 144	1 835	-309	-14,4
BTP-Construction	648	905	855	958	932	-26	-2,7
Autres	545	833	1 245	1 652	1 811	159	9,6
Total	3 029	4 911	8 814	8 780	8 562	-218	-2,5

Graphique 2.17 : Évolution de la répartition des créations d'entreprises à l'APIP par statut juridique

Graphique 2.18 : Évolution de la répartition des créations d'entreprises à l'APIP par sexe du promoteur

Graphique 2.19 : Évolution de la répartition des créations d'entreprises à l'APIP par branche d'activités

Graphique 2.20 : Répartition des créations d'entreprises à l'APIP par branche d'activités en 2018


Points saillants :

- Le nombre d'entreprises créées officiellement en Guinée en 2018 a globalement reculé de 2,5% par rapport à 2017 ;
- La forme juridique la plus fréquente des entreprises créées est celle de l'entreprise individuelle. Cette forme a connu un ralentissement de 9,5% en 2018 ;
- Trois quarts de nouvelles entreprises officielles sont créées par des hommes ;
- Les entreprises créées les plus fréquentes exercent des activités de commerce.

Commentaire général :

La création d'entreprises est un important indicateur de dynamisme économique mais aussi de créations d'emplois. L'Agence de promotion des investissements privés (APIP-Guinée) dispose d'un Guichet Unique de l'Investisseur qui est le passage obligé pour la création officielle d'une entreprise en Guinée.

Selon les statistiques de l'APIP-Guinée, 8 562 entreprises ont été créées en Guinée en 2018, chiffre en léger recul de 2,5% par rapport à 2017. Ce recul s'explique par celui de la création d'entreprises individuelles de 9,5%. La création d'entreprises d'autres formes juridiques (SA, SAU, SARL, SARLU, etc.) a pourtant augmenté de plus de 10%. C'est que les entreprises individuelles sont les plus fréquemment créées en Guinée, elles représentent selon les années au moins les deux tiers de l'ensemble des entreprises créées. Il s'agit d'une évolution importante du marché de l'emploi guinéen qui montre que l'entrepreneuriat individuel est en train de prendre de l'ampleur. Mais il reste à créer les conditions pour que les entreprises individuelles ainsi créées puissent être viables et créer d'autres emplois au-delà de celui des promoteurs.

Les créateurs d'entreprises en Guinée sont pour la plupart des hommes. Selon les années, au moins les trois quarts des entreprises créées sont le fait des hommes. Il y a donc quelque chose à faire pour changer cette donnée structurelle afin d'encourager encore plus l'entrepreneuriat formel féminin.

Les entreprises exerçant du commerce sont les plus fréquemment créées. Elles représentent selon les années au moins 40% de créations annuelles d'entreprises (47% en 2018, cf. Graphique 2.20).

Notes méthodologiques :

IND (Entreprise individuelle) : Entreprise dirigée par une seule personne, et qui n'a pas de personnalité morale, bien qu'elle soit parfois inscrite au répertoire des métiers, au registre du commerce ou exercée en profession libérale. Ce n'est pas une société, mais plutôt une activité indépendante (qu'elle soit de type artisanale, commerçante ou libérale).

SA (Société anonyme) : Forme de société de capitaux à risque limité qui convient aux grandes entreprises en ce qu'elle permet de lever du capital auprès de nombreux investisseurs, lesquels ne peuvent supporter des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Ses droits sociaux prennent la forme d'actions librement cessibles, et susceptibles d'être cotées en bourse.

SARL (Société anonyme à responsabilité limitée) : Société commerciale où la responsabilité est limitée jusqu'à concurrence des apports, et qui présente des caractéristiques d'une société de personnes.

SARLU (Société anonyme à responsabilité limitée unipersonnelle) : Il s'agit d'une SARL qui ne compte qu'un seul associé.

SAU (Société anonyme unipersonnelle) : Il s'agit d'une SA à actionnaire unique.

Sources statistiques :

Agence de Promotion des Investissements Privés (APIP-Guinée)

3.

DÉFINITION DES CONCEPTS

3. DÉFINITION DES CONCEPTS

Activité principale : activité qui est déclarée comme telle par l'enquêté.

Chômeur : Personne sans emploi n'ayant pas travaillé (ne serait-ce qu'une heure) lors de la semaine précédant l'enquête, ayant recherché un emploi au cours du mois précédant l'enquête et se déclarant disponible pour prendre un emploi dans les quinze jours.

Élève/étudiant : Personne habituellement inactive, qui fréquente un établissement scolaire, public ou privé, de quelque niveau que ce soit.

Employeur (ou patron) : Individu travaillant pour son propre compte ou avec un ou plusieurs associés, occupant un emploi à titre indépendant, et qui emploie une ou plusieurs personnes salariées dans son unité.

Femme au foyer : Individu de sexe féminin, habituellement inactive, et qui est engagée dans des travaux ménagers ou l'éducation des enfants.

Population active : Chômeurs plus population active occupée.

Population active occupée : Population regroupant l'ensemble des personnes ayant travaillé (ne serait-ce qu'une heure au cours de la semaine précédant l'enquête, qu'elles soient salariées, à leur compte, employeurs ou aides familiaux dans l'entreprise ou l'exploitation familiale. Elle comprend aussi les personnes pourvues d'un emploi mais qui en sont temporairement absentes pour un motif tel qu'une maladie, des congés payés, un conflit du travail, une formation. Les personnes ayant trouvé un travail qui commencera ultérieurement (mois suivant l'enquête) sont également compris dans la population active occupée.

Population en âge de travailler : Selon le cas, population de 6 ans ou plus, population de 15 ans ou plus ou population de 15 à 64 ans.

Population inactive : Ensemble des individus de tous âges qui n'appartiennent pas à la population active (occupée ou non).

Primo demandeur : Chômeur à la recherche de son premier emploi.

Retraité / Rentier : Individu de sexe masculin ou féminin, habituellement inactif, et qui perçoit comme revenu une pension (retraite, invalidité, veuvage, orphelinat, etc.), des revenus mobiliers ou immobiliers, des intérêts.

Salarié : Individu ayant un emploi rémunéré en espèce et/ou en nature de façon régulière et selon une périodicité définie, titulaire d'un contrat de travail, explicite ou implicite, avec le même employeur continûment.

Taux d'activité : Rapport de la population active (Actifs occupés+ chômeurs) à la population en âge de travailler.

Taux de chômage : Rapport du nombre de chômeurs à la population active.

Taux de dépendance : Rapport du nombre de personnes au chômage ou inactives au nombre d'actifs occupés.

Taux de pluriactivité : Rapport du nombre de personnes exerçant un ou plusieurs emplois secondaires à la population active occupée.

Taux de salarisation : Rapport du nombre de salariés à la population active occupée.

Taux de sous-emploi visible : Rapport du nombre d'actifs occupés travaillant involontairement moins de 35 heures par semaine à la population active occupée.

Travailleurs indépendants : Ensemble des patrons et travailleurs à compte propre.

EQUIPE DE REDACTION

Coordinateur

Sékouba MARA

Directeur Général de l'Agence Guinéenne pour la Promotion de l'Emploi
(AGUIPE)

Coordinateur Technique

Mamady CISSE

Chef de département Observatoire de l'Emploi et des Métiers (DOEM)

Equipe Technique

Mohamed DAFFE (DOEM)
Houssainatou DIALLO (DOEM)
Fanta CONDE (DOEM)
Oumou GUEYE (DOEM)